

REPUBLIQUE DU SENEGAL
REGION DE KOLDA
DEPARTEMENT DE VELINGARA
ARRONDISSEMENT DE KOUNKANE
COMMUNAUTE RURALE DE KOUNKANE

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE RURALE DE PAROUMBA

RAPPORT PROVISOIRE

Novembre 2002

Etude réalisée par GERAD (Groupe d'Etude de Recherche et d'Aide à la Décision)

Sicap Sacré Cœur III - Villa 9516 - BP : 16 473 Dakar Fann - Tel : 827 84 46

Fax : 827-94-99 - Email : gerad@sentoo.sn - Website : www.gerad.org

Financement : Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR)

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	3
1-PRINCIPES ET OBJECTIFS	3
2-STRATEGIE POUR L'ELABORATION DU PLD	4
PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC	6
1-ASPECTS GEOGRAPHIQUES	7
2-ZONAGE DE LA COMMUNAUTE RURALE	8
I- ANALYSE DES RESSOURCES NATURELLES	9
1-1-LES RESSOURCES EN EAU	9
1.2- LES SOLS	10
1.3-LES RESSOURCES VEGETALES	11
1.4- LA FAUNE	14
II- LES RESSOURCES HUMAINES	15
2.1- POIDS ET REPARTITION DE LA POPULATION	15
2.2- CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION	15
2.2.1- STRUCTURE PAR SEXE ET PAR AGE	15
2.2.2- LA COMPOSITION ETHNIQUE ET RELIGIEUSE	17
2.2.3- LA MIGRATION	17
2.2.4- LA POPULATION ACTIVE	18
2.3- NIVEAU EQUIPEMENT ET ACCES AUX SERVICES DE BASE	18
2.4- DYNAMIQUE ORGANISATIONNELLE ET STRUCTURES D'ENCADREMENT	28
2.4.1- LES ORGANISATIONS DE BASE	28
2.4.2- LES ASSOCIATIONS SPORTIVES ET CULTURELLES	29
2.4.3- SOURCES DE FINANCEMENT ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	30
2.5- LES STRUCTURES D'ENCADREMENT	31
2.5.1- LA SOUS-PREFECTURE	31
2.5.2- LE CENTRE D'EXPANSION RURAL POLYVALENT	31
2.6- LE CONSEIL RURAL	31
2.6.1- COMPOSITION DU CONSEIL RURAL	32
2.6.2- PRESENTATION DES COMMISSIONS TECHNIQUES	34
2.6.3- LES RESSOURCES ET LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT	34
2.7- LES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT	35
2.7.1- LA TYPOLOGIE DES STRUCTURES	35
2.7.2- DOMAINE D'ACTIVITES DES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT	35
III- LES ACTIVITES DE PRODUCTION	36
3.1- L'AGRICULTURE	36
3.1.1- LES FACTEURS DE PRODUCTION	37
3.1.2- LES CONTRAINTES LIEES A L'AGRICULTURE	37
3.2- L'ELEVAGE	38
3.3- RELATIONS AGRICULTURE-ELEVAGE	39
3.4- ACTIVITES FORESTIERES ET PRATIQUES AGRO-FORESTIERES	40
3.5- AUTRES ACTIVITES	41
IV- SYNTHESE DU DIAGNOSTIC	43
DEUXIEME PARTIE LES OBJECTIFS STRATEGIQUES ET LES ACTIONS PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT	46
I- ORIENTATIONS STRATEGIQUES	47
1.1- LA PROMOTION DE L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES ET AUX SERVICES DE BASE	48
1.2- LE REFORCEMENT DES CAPACITES SOCIO-ECONOMIQUES	51
1.3- L'APPUI INSTITUTIONNEL ET LE REFORCEMENT DES CAPACITES ORGANISATIONNELLE	51
1.4- L'AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET PASTORALE	52
1.5- L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE POUR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	53
II- OBJECTIFS STRATEGIQUES QUANTITATIFS	57
2.1 PLANIFICATION OPERATIONNELLE QUADRIENNAL	57
2-2- MISE EN ŒUVRE DU PLD ET PARTENARIAT	57
2-2-1 LES ACTEURS PRINCIPAUX	58
2-2-2 LES ACTEURS EN APPUI	59

AVANT PROPOS

1- PRINCIPES ET OBJECTIFS

Le PLD de la communauté rurale de Paroumba constitue un document d'orientation stratégique qui fixe les lignes directrices en matière d'aménagement et de développement à la base. En priorité, les actions inscrites dans ce plan relèvent de celles qui visent à promouvoir toutes stratégies d'exploitation et de gestion rationnelle des potentialités économiques dans un cadre de durabilité.

A travers l'élaboration du PLD, le Conseil rural de Paroumba, avec l'appui du Programme National d'Infrastructures Rurales, vise à mettre en place un outil de planification et de gestion du développement local à l'échelle de la communauté rurale qui constitue un niveau ***opérationnel*** privilégié dans le cadre de la décentralisation. Le PLD est un outil de planification qui vise à doter les communautés rurales d'instruments nécessaires pour une meilleure maîtrise de leur environnement naturel, socio-économique et institutionnel. Il constitue donc un cadre de référence et aura comme rôle essentiel l'identification des contraintes et des opportunités relatives au développement de la communauté rurale, ainsi que la formulation des actions à mener, leur priorisation et localisation dans l'espace de la communauté rurale.

A cet effet, les tâches suivantes doivent être exécutées en étroite collaboration avec les acteurs locaux :

- procéder à la collecte et à l'analyse des données sur la CR ;
- identifier les potentialités et contraintes de développement ;
- élaborer un plan d'investissement.

De nature plutôt technique et guidée par un souci d'opérationnalité, ce PLD s'inscrit dans le cadre global de la politique de lutte contre la pauvreté, mise en œuvre par le gouvernement sénégalais. Cette politique vise l'amélioration de la qualité de la vie, l'accès des populations les plus pauvres aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable etc.) et la multiplication des opportunités en matière d'emplois.

C'est dans ce contexte cadre que le programme se fixe pour objectif de lutter contre la pauvreté en milieu rural par le financement d'infrastructures communautaires, la formation des acteurs locaux et la bonne gouvernance.

Elle devra aboutir à l'élaboration d'éléments d'identification des groupes défavorisés dans le cadre d'une intervention visant à résoudre les problèmes de pauvreté ; les données recueillies devant permettre de mieux cerner les actions à mener.

2- STRATEGIE POUR L'ELABORATION DU PLD

Le diagnostic est à la base de l'élaboration du PLD qui constitue un cadre de référence pour la définition de projets locaux futurs liés à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans cet exercice, l'accent a été mis sur l'identification des potentialités et des contraintes afin de dégager des solutions. Celles-ci devront permettre d'identifier les actions prioritaires à entreprendre pour un développement local durable et endogène.

L'intérêt du diagnostic réside dans la collecte des informations susceptibles de soutenir des stratégies de développement. En effet, l'objectif final est d'identifier des stratégies de conservation et de rééquilibrage de l'espace et de l'environnement tout en augmentant les revenus des populations à partir de l'exploitation durable des ressources naturelles.

L'élaboration des PLD au niveau des communautés rurales requiert non seulement une approche mais aussi une stratégie à mettre en place pour la conduite de l'exercice. Celle-ci s'articule autour de cinq (5) grandes phases :

- La revue des données secondaires ;
- Le diagnostic participatif ;
- Le traitement des données et la réalisation des cartes thématiques (typologie des sols, densité de la végétation, carte de dégradation etc.) ;
- la rédaction du plan ;
- la validation du plan par les populations locales et le CR .

➤ **La revue des données secondaires**

Elle a consisté à rassembler toutes les informations concernant la zone à étudier auprès des services techniques, de la statistique, Organisations Non Gouvernementales (ONG), Centre d'Expansion Rurale Polyvalent (CERP), Projets de développement etc

Cette documentation est axée sur la littérature, les données statistiques, les cartes et photographies aériennes. Néanmoins, cette revue des données privilégiera l'exploitation et l'analyse des Plans Locaux de Développement (PLD) antérieurs. Cette étape a permis également de recueillir des informations sur les organisations et structures oeuvrant pour le développement local.

➤ La formation au diagnostic participatif

L'objectif de la formation était d'initier au diagnostic participatif les populations devant prendre part à l'élaboration du PLD. La formation aux outils de recherche participative (MARP) devrait permettre aux participants/apprenants d'acquérir une méthodologie simple et efficace pour procéder à l'identification des contraintes de leur milieu et à l'analyse des actions pouvant y remédier. Il faut souligner que la pédagogie des adultes (andragogie) a été utilisée avec des outils didactiques appropriés (saynètes, question, réponses, jeux de rôles).

Cette séance de formation a été l'occasion pour les participants de s'accorder sur l'approche, la terminologie et les définitions des concepts à utiliser lors du diagnostic. Par ailleurs, il permet dans la logique du processus participatif de choisir les terroirs à diagnostiquer selon des critères de représentativité spatiale, socio-économique et culturelle.

➤ Le Diagnostic Participatif

Le diagnostic participatif constitue la composante essentielle du processus de participation. Il a été mis en œuvre par les populations locales assistées par les équipes du GERAD et du CERP. Des informations qualitatives ont été collectées à partir des outils MARP en plus des entretiens, focus-group et assemblées villageoises ont été organisés avec différentes cibles (conseillers ruraux, associations, groupements féminins, l'équipe du CERP, le Sous-Préfet etc). Les résultats de cette phase ont permis d'identifier les potentialités ainsi que les contraintes qui entravent le développement de la communauté rurale.

Les principaux outils de DP utilisés sont :

Thèmes développés	Outils de travail de la MARP
Les ressources en eau Les ressources pédologiques Les ressources végétales Les ressources faunistiques	- profil historique - Transect - Croquis du terroir - Classification préférentielle des espèces - Tableau potentialités utilisation
Présentation de la CR Population et espace Accès aux équipements de base	- Revue des données secondaires - Le profil historique - cartes sociales
Les structures internes Les structures externes Les structures d'encadrement	Diagramme de Venn Calendriers saisonniers
L'agriculture L'élevage La foresterie Les autres activités	Transect - Croquis du terroir - Diagramme de flux
Synthèse diagnostic Programmation	Arbre à problèmes, pyramide des contraintes, pyramide et tableau de priorisation, assemblées villageoises

➤ **Les restitutions et la programmation**

Les restitutions ont été des étapes de validation des données recueillies et des actions retenues par les assemblées zonales et le conseil rural. Les résultats du diagnostic ont été passés en revue, discutés et validés par les populations locales de la CR. La programmation des actions a été effectuée aussitôt après la validation du diagnostic au cours de la restitution devant le conseil rural. Elle a abouti au choix, à la priorisation des actions. Durant cette étape des discussions ont eu lieu entre le Conseil Rural, les populations, le CERP et le GERAD pour l'identification des Actions/Acteurs. L'analyse des actions a été un moment déterminant dans cette phase en termes de faisabilité, d'acceptabilité et d'impact sur le développement local et l'amélioration des conditions de vie des populations.

----- PREMIERE PARTIE -----
DIAGNOSTIC

PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE

1- ASPECTS GEOGRAPHIQUES

La communauté rurale de Paroumba est située dans l'arrondissement de Pakour à 65 km de Vélingara le chef lieu de département. Elle est limitée :

- à l'Est par l'arrondissement de Bonconto ;
- à l'ouest par la communauté rurale de Wassadou ;
- au Nord par l'arrondissement de Kounkané ;
- au Sud par les Républiques de Guinée et Guinée Bissau.

La population s'élevait à 14.201habitants en 1988 ; elle est estimée en 2002 à 17.060 habitants(Enquête GERAD, 2002).. Elle est répartie sur une superficie de 751,3 km², avec une densité moyenne de 22.7 hbts/km². La composition ethnique se répartit comme suit : les Peuls (près de 61%) représentent le groupe majoritaire. Ils sont suivis par les Badiaranké 20%, les Mandingues 10% et le reste est constitué de groupes ethniques minoritaires (diola, wolof, sarakholé etc.).

La pluviométrie est importante (plus de 800 mm) mais évolue en dents de scie. Les plus faibles précipitations ont été enregistrées en 1981,82 et 92. Il ne suffit pas d'avoir une grande quantité de pluie pendant une saison mais aussi et surtout ; une bonne répartition qui doit nécessairement répondre aux besoins de la plante au cours de son développement.

La végétation arborée est constituée essentiellement de Baobabs, fromagers, kapokiers, dimbes, kaïcédrat, roniers, palmiers à huile, venn et le santan types caractéristiques de la zone Sub-Guinéenne.

L'économie rurale est constituée par l'agriculture, l'élevage qui constituent les activités fondamentales. La polyculture vivrière (mil, maïs, fonio) domine les spéculations agricoles. Dans les bas-fonds et vallées se développe la culture maraîchage.

Les principales contraintes de la Communauté Rurale sont le déficit en terme de services sociaux de base, d'infrastructures et d'équipements. La précarité des pistes exacerbe son enclavement.

2- ZONAGE DE LA COMMUNAUTE RURALE

Le zonage se justifie par la nécessité de découper la communauté rurale en zones qui correspondent à des aires de terroirs délimitées par les populations locales elles-mêmes. Ce zonage tient compte des témoignages de la vie collective, des interprétations spatiales vécues et perçues par les populations locales. Celles-ci expriment des sentiments d'appartenance au même terroir partageant la même histoire et les mêmes caractéristiques socio-économiques.

Le zonage n'obéit donc pas uniquement à des critères géographiques. Il est basé surtout sur des critères socio-économiques. Les populations locales ont donc regroupé les villages à partir des liens de solidarité qui fondent la zone. En d'autres termes, chaque zone comporte des villages unis par des liens de solidarité sociale et d'échange économiques.

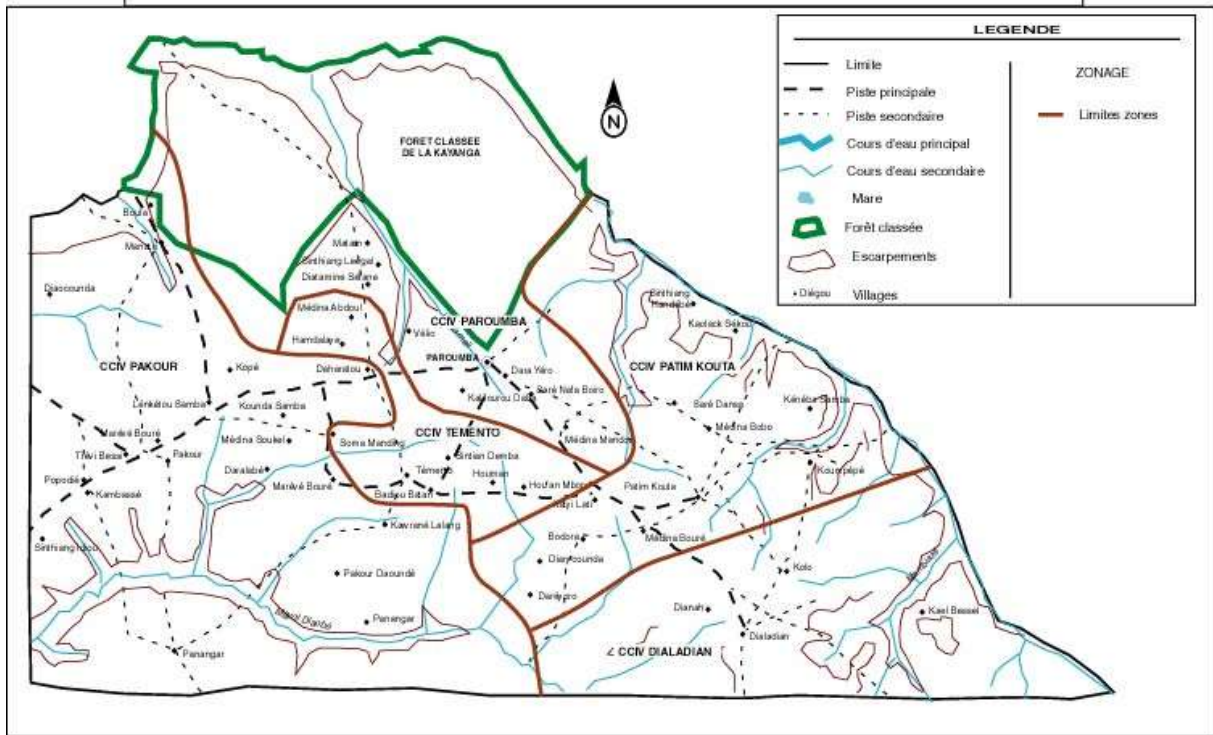
Le centre de la zone est défini sur la base de son pouvoir d'attraction et de polarisation des autres villages. Le village-centre est souvent celui qui regroupe les principaux infrastructures et équipements socio-économiques de la zone. Il est également le plus accessible pour les ressortissants des villages-satellites.

Pour une meilleure gestion de l'espace, la communauté rurale de Paroumba est répartie en cinq zones dont les critères de différenciation reposent sur des fondements socioculturels et historiques : zone de Pakour, de Témento, de Paroumba, de Patim Couta et de Dialadiang. La zone de Pakour concentre le plus grand nombre de villages, alors que Dialadiang, situé à l'extrême sud-est ne regroupe que cinq villages.

Tableau n° 1 : Zonage de la communauté rurale

Village centre	Villages polarisés	Nombre de villages polarisés
Pakour	Boula, Manato, Diaocounda, Kopé Maoundé, Daharatou, Samba Kounda, Médina Soukel, Daralabé, Maréwé Bouré, Lenkétou Samba, Maréwé Demba, Popodié, Kambassé, Kawrané Lalang, Pakour Maoundé, Panangar, Sinthiang Idiou , Thiévi Bassi,	19
Témento	Badjibantang, Soma Manding, Hومان, Houfan Mboro, Hamdalaye, Médina Abdoul, Sinthian Demba	8
Dialadiang	Dianah, Kolo, Kael Bessel,	5
Patim Couta	Daréyoro, Diarycounda, Bodora, Katyi Lati, Médina Bouré, Médina Bobo, Koumpébé, Kénéba Samba, Sinthiang Handébé, Kaolack sékou , Saré Dansa	12
Paroumba	Médina Mandou, Saré Nafa Boiro, Dara Yéro, Kalifourou Daba, Vélio, Diatamine Séfane, Sinthiang Légal, Matam	10

CARTE 1 : ZONAGE DE LA COMMUNAUTE RURALE DE PAROUMBA



I- ANALYSE DES RESSOURCES NATURELLES

L'analyse porte sur les ressources en eau, les ressources pédologiques, les ressources végétales et fauniques. Les ressources naturelles conditionnent l'occupation de l'espace et constituent les fondements du développement socio-économique de la communauté rurale.

1.1 Les ressources en eau

Il s'agit principalement des eaux de surface et des eaux souterraines qui sont soumises à l'influence du climat. Celui-ci est caractérisé par l'alternance de deux saisons :

- la saison sèche : de novembre à mai, soit une période de 7 mois ;
- la saison pluvieuse qui dure cinq mois, de juin à octobre.

Les températures oscillent entre 22°C et 34°C avec des maxima aux mois d'avril et de mai pendant lesquels elles peuvent atteindre 44°C.

Comparativement aux autres communautés rurales situées vers le centre et le nord du pays, la Communauté Rurale de Paroumba bénéficie de conditions pluviométriques favorables. Les données pluviométriques enregistrées lors des quinze dernières années sont répertoriées dans le tableau n°1.

Tableau 2 : Données pluviométriques de 1987 à 2001

Années	Hauteurs en mm	Nombre de jours
1987	1142,7	67
1988	1377,2	63
1989	1609,3	72
1990	975,3	58
1991	1015,8	54
1992	982,5	59
1993	1025,1	62
1994	1201,6	75
1995	1018,6	65
1996	956,9	58
1997	1261,3	61
1998	1011,4	56
1999	1629,8	78
2000	1181,7	68
2001	997,9	56

Source : CERP Pakour, 2002

Pour ces quinze dernières années, la moyenne pluviométrique annuelle est de 1159 mm d'eau pour 63 jours de pluie en moyenne. L'analyse du tableau révèle cependant une irrégularité inter annuelle tant au niveau du volume précipité qu'au niveau du

nombre de jours. En effet, aux années de pluviométrie acceptable (1988, 1994 et 1999), s'opposent les années déficitaires marquées par de faibles quantités de pluie (1990, 1992, 1996 et 2001).

Cette tendance à la baisse des précipitations qui semble persister risque d'affecter les principales activités économiques que sont l'agriculture et l'élevage.

Quant au réseau hydrographique, il est principalement composé de :

- la kayanga qui coule de Manato au nord de Paroumba ;
- et le Mayel Diaobé qui traverse toute la communauté rurale pour aller se jeter dans le fleuve Gouloumbou.

A ces écoulements permanents s'ajoutent les mares et rizières qui servent à la fois d'aménagements agricoles et des points d'abreuvement des animaux.

Les eaux souterraines, d'une profondeur moyenne de 20 mètres, sont captées à partir des puits traditionnels ou modernes, et des forages. Elles dépendent aussi de la pluviométrie. La nature du sous sol (zone du socle), l'abaissement général de la nappe et l'inadéquation des systèmes d'exhaure posent des problèmes d'accès à l'eau.

Tableau 3 : Les contraintes en eau et les solutions

Contraintes	Facteurs de dégradation	Solutions
Sécheresse et manque d'eau	Tarissement précoce des mares et des cours d'eau Nappe profonde dans certaines zones	Aménagement des mares Construction de micro-barrages sur le fleuve

1.2 LES SOLS

Le relief est généralement plat à l'exception de quelques petites élévations au sud et au sud-est de la Communauté Rurale. La typologie des sols révèle l'existence de :

- sols sablonneux localement appelés ndiarndé, aptes pour la culture de l'arachide et du mil et qui couvre la majorité de la communauté rurale avec près de 70% de la superficie totale.
- sols argileux ou ndata, très fertile et aptes à la culture du coton, ils couvrent 20% du territoire et sont localisés au nord ouest et au sud-est de la Communauté Rurale.
- sols caillouteux, localisés dans la zone sud entre Pakour Daoundé et Pananghar, représentent 10% de la superficie totale de la communauté rurale.

↳ Les facteurs de dégradation des sols

La surexploitation des terres et l'abandon progressif de la jachère constitue les principaux facteurs de dégradation des sols. Il s'y ajoute la fréquence des feux de brousse et les effets de l'érosion éolienne et hydrique. Ainsi, les effets anthropiques essentiellement matérialisés par des pratiques culturales inadéquates combinées aux effets de la sécheresse contribuent à une dégradation progressive des sols d'autant plus que les populations ne disposent pas de moyens adaptés pour pallier ces facteurs.

Tableau 4 : Contraintes, facteurs de dégradation des sols et solutions

Contraintes	Facteurs de dégradation	Solutions
Dénudation	Surexploitation des terres Diminution de la jachère	Amendement chimique et organique
	Feux de brousse	Lutte contre feux de brousse
	Sécheresse	Reboisement d'espèces adaptées
	Erosion	Brise-vents, cloisonnement " salane "

1.3 Les ressources végétales

Du fait de son appartenance au domaine soudano-guinéen, la zone présente une diversité floristique très marquée composée d'espèces arborées, arbustives et herbacées. Au niveau de la strate arborée, les espèces caractéristiques sont représentées dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Les espèces dominantes

Famille	Nom local	Nom scientifique	Tendance
Anacardiaceae	Eeri	Sclerocarya birrea	XXX
	Keleljeeri	Heeria plucherrima	XXX
	Thingoli	Lannea acida	XXX
Apocynaceae	Lammude	Saba senegalensis	XXX
Caesalpiniaceae	Barkeeje	Pillostigma thonningii	XX
	Ceeewe	Danieha oliveri	X
	Duude	Cordyla pinnata	XX
	Jabbe	Tamarindus indica	X
Combretaceae	Dooke	Combretum glutinosum	XX
	Tadde	Combretum micranthum	XX
	Boode	Terminalia onacroptera	XX
	Kojoli	Anogerssus leiocarpus	X
	Eloko Kuleeme	Guiera senegalensis Terminalia aircenoides	XX X
Meliaceae	Kahe	Khaya senegalensis	X
Mimosaceae	Burli	Dichrostachys glomerata	XX
	Celigne-celigne	Prosopis africana	X
	Kaski	Acacia albida	X
	Nete	Parkia biglobosa	XX
Poaceae	Kewi	Oxytenanthera abyssinaca	X
	Waba	Andropogon gayanus	X
	Taade	Phragmites vulgaris	X
Ramnaceae	Jaabi	Zizyphus mauritania	X
Rubiaceae	Koyle	Mitragina inermis	XX
	Laloje	Crossotrix frebrifuga	X

Légende: X: Espèces plus rares - XX : Espèces moyennement représentées -
XXX : Espèces les plus fréquentes (représentées).

Durant l'hivernage, le tapis herbacé s'installe et constitue ainsi un fourrage pour le bétail. Les herbacés les plus importantes sont : *Diheteropogon amplexans*, *Eleusine indica*, *Andropogon pseudapricus*, *Andropogon gayanus* .

L'analyse de la carte 2 montre que la végétation est plus conservée dans les zones de Pakour, Paroumba et Témento et devient de plus en plus dégradée au fur et à mesure que l'on s'oriente vers l'est de la Communauté Rurale. Cette situation s'explique par le fait que :

- la partie ouest est beaucoup plus influencée par le climat guinéen, caractéristique de la basse Casamance, et où les précipitations sont plus importantes ;
- la bonne surveillance des forêts à l'ouest.

↳ **Les facteurs de dégradation de la végétation**

La dégradation du couvert végétal est directement liée aux aléas climatiques. La baisse et l'irrégularité des pluies qui s'installent progressivement dans la partie sud du pays conduisent à une réduction progressive du couvert végétal.

Le déboisement excessif de la communauté rurale de Paroumba suite aux aléas climatiques est exacerbée par les actions anthropiques dont les feux de brousse et les coupes abusives en constituent les principaux fléaux.

Ainsi, la principale marque de sécheresse dans la communauté rurale de Paroumba est la dégradation du couvert végétal. Cette situation est aggravée par l'extension des zones de culture et l'intensification de l'exploitation forestière.

Tableau 6 : Contraintes, facteurs de dégradation de la végétation et solutions.

Contraintes	Facteurs	Solutions
Réduction de la densité végétale et Déboisement intense	- Déficit pluviométrique - Défrichement des zones de culture - Extension des terres de culture - surexploitation	-Intensification de la production agricole, - Reboisement
	-exploitation forestière intense, - fréquence des feux de brousse -extension des zones carbonifères	-réglementation de l'exploitation de la forêt -Sensibilisation, création et équipement de comités de lutte contre les feux de brousse - aménagement de pare feux

1-4 LA FAUNE

L'existence d'une faune abondante et variée dépend de l'état et de la nature de la végétation qui constitue un habitat écologique. Les espèces les plus fréquemment rencontrées sont les phacochères, les biches, les singes, les hyènes, les lapins, les écureuils, les hippopotames, les serpents et certaines espèces d'oiseaux etc. La présence de cette faune est surtout liée à la proximité de la forêt classée de Thiayanga.

De nos jours, cette faune riche et variée a tendance à disparaître des effets combinés de la sécheresse et du braconnage malgré l'interdiction de cette activité. Les autres causes de disparition de la faune sont l'implantation humaine et les feux de brousse. En effet, lorsqu'ils se sentent menacés, les animaux partent à la recherche d'un habitat écologique plus adapté.

Tableau 7 : Récapitulatif des ressources naturelles

Ressources	Facteurs de dégradation	Solutions
Eau	Manque de pluie, tarissement des mares, nappe profonde dans certaines zones	Aménagement des mares, construction de micro barrages sur le fleuve et le marigot
Sol	Feux de brousse, érosion hydrique, éolienne, surexploitation,	Fertilisation, utilisation des déjections animales, lutter contre les feux de brousse, faire la rotation et la jachère
Végétation	Intensification des cultures, défrichage, feux de brousse, prélèvement des ressources énergétiques, exploitation du bois	Diminution des défrichages, lutter contre les feux de brousse, limiter l'exploitation du bois
Faune	Chasse, feux de brousse	Lutter contre feu de brousse, créer des domaines réservés, lutter contre le braconnage

II- LES RESSOURCES HUMAINES

2.1- POIDS ET REPARTITION DE LA POPULATION

Selon les données issues des enquêtes effectuées par le GERAD, la population de la communauté rurale de Paroumba est estimée à 17060 habitants en 2002. Cette population est caractérisée par un accroissement démographique assez rapide due surtout à l'implantation pour des raisons de sécurité, de nouveaux villages venus de la frontière bissau guinéenne. Elle est répartie de nombreux villages dont les plus importants recouvrent à eux seuls près du tiers de la population totale. Il s'agit des villages de : Dialadiang (2200 hts), Pakour (1459 hbts) et Témento (1418 hts).

L'analyse de la carte 3 révèle que les villages sont généralement situés le long des principaux axes de communication.

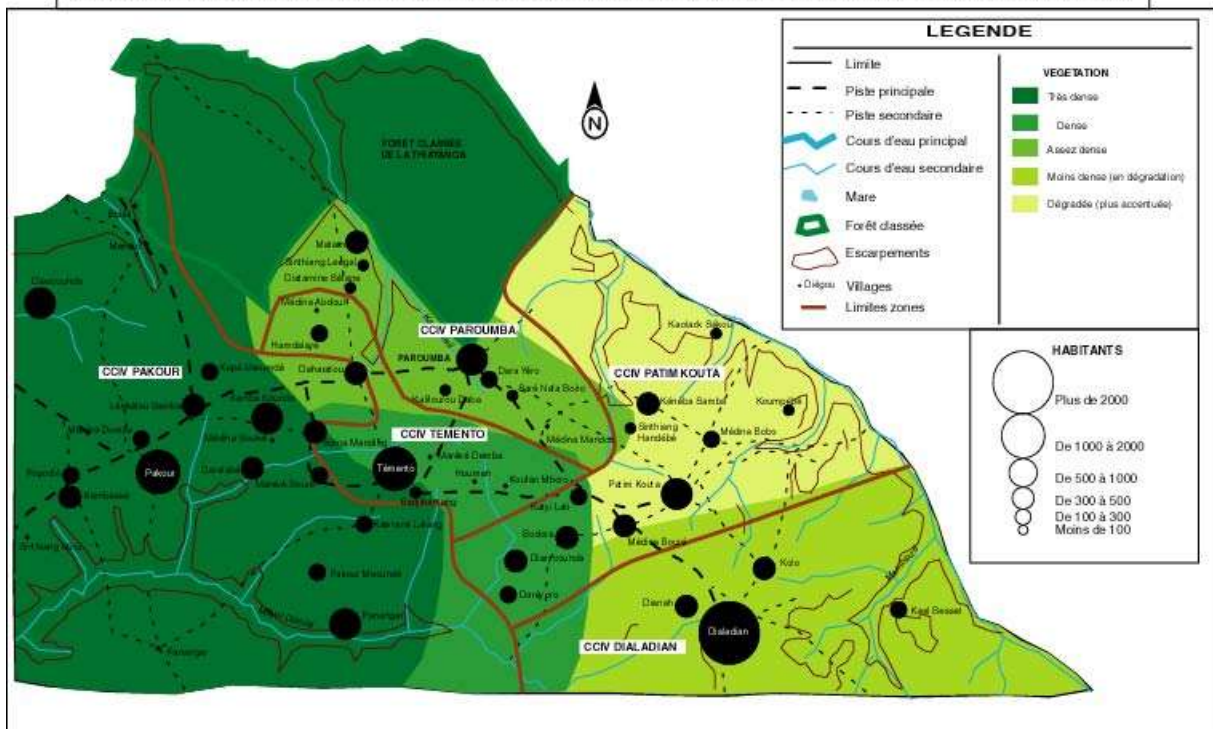
2-2- CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

2-2-1 STRUCTURE PAR SEXE ET PAR AGE

L'analyse de la structure démographique par sexe montre un sex-ratio en faveur des femmes, soit 52% de femmes contre 48 % d'hommes.

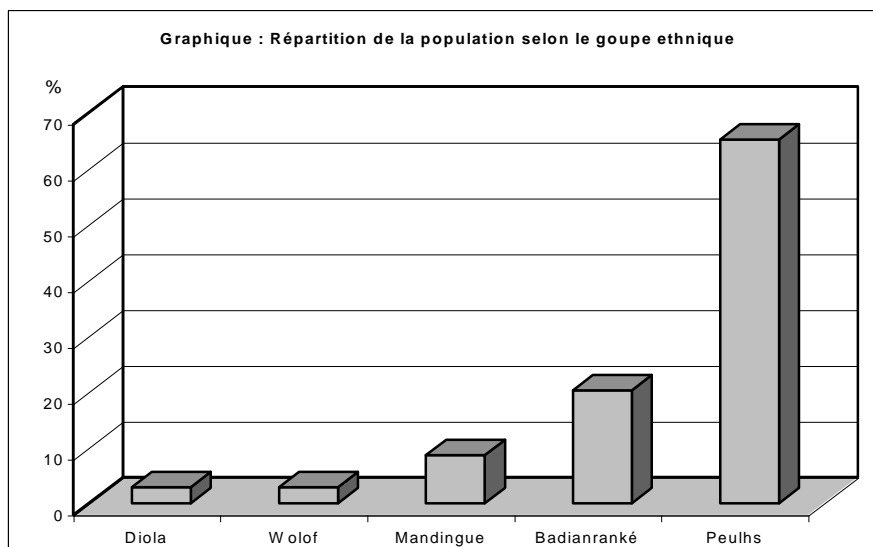
La répartition de la population par âge laisse apparaître le caractère excessivement jeune de la population. En effet, les jeunes de moins de 16 ans représentent 43,24%, ce qui constitue une main d'œuvre très importantes pour les travaux agro-pastorales.

CARTE 3 : REPARTITION DE LA POPULATION SELON LA TAILLE DE LA CR DE PAROUMBA



2-2-2 LA COMPOSITION ETHNIQUE ET RELIGIEUSE

La communauté rurale de Paroumba connaît une grande diversité dans la composition ethnique de la population. Toutefois, les Peuls (près de 61%) représentent le groupe majoritaire. Ils sont suivis par les Badianranké 20%, les Mandingues 10% et le reste est constitué de groupes ethniques minoritaires (diola, wolof, sarakholé etc.). C'est une population essentiellement musulmane 98 % ; cependant le christianisme est en train de se développer chez les peuls avec l'installation d'une mission à Pakour Maoundé.



2-2-3 LA MIGRATION

La population est aussi caractérisée par une grande mobilité aussi bien dans la zone qu'à l'extérieur du pays. Au plan local, les déplacements s'expliquent par l'attractivité de certains centres économiques comme le marché de Diaobé, le Bassin de l'Anambé, Vélingara, Tambacounda, Kaolack et Dakar.

L'émigration prend de plus en plus de l'ampleur. Environ 175 départs ont été comptabilisés (enquête, GERAD 2002). Les principales destinations concernent pour la sous région, les deux guinées, pays frontaliers, l'Angola. Et pour les pays européens, les principales destinations sont l'Espagne et le Portugal.

Concernant l'immigration, depuis les années 1974, les déplacements massifs des populations vers la communauté rurale de Paroumba étaient occasionnés par la guerre de libération en Guinée-Bissau et revêtaient un caractère définitif.

2-2-3 LA POPULATION ACTIVE

La spécificité de la communauté rurale de Paroumba est le taux important de femmes qui travaillent dans les travaux champêtres, qui est égal voire supérieur à celui des hommes. Les principales activités des populations de la communauté rurale de Paroumba sont comme pour la presque totalité des populations des zones rurales, agropastorales.

2-3 NIVEAU EQUIPEMENT ET ACCES AUX SERVICES DE BASE

Le niveau d'équipement et l'accès aux services sociaux de base s'analysent à partir des secteurs de l'eau, de la santé et de l'éducation. Dans le cadre d'un développement durable, la valorisation des ressources humaines passe par la prise en charge correcte de ces problèmes. Au niveau de la Communauté Rurale de Paroumba, à l'exception des villages situés à l'extrême est qui sont assez dépourvus, l'accès aux services de base est acceptable comparativement à beaucoup d'autres localités du département.

➤ L'éducation

Le réseau des structures scolaires est relativement dense. La communauté rurale de Paroumba compte 23 écoles élémentaires.

La carte des équipements et de la couverture scolaires montre une assez bonne répartition spatiale à l'exception de quelques villages situés au sud ouest et à l'extrême est de la communauté rurale. Toutefois, le taux de scolarisation, légèrement supérieur à la moyenne régionale qui est de 42%, reste à améliorer.

Malgré de réels efforts en matière d'éducation, l'analphabétisme est encore élevé avec un pourcentage supérieur à 80% dans certaines localités, ce qui constitue un handicap majeur à toute tentative de développement durable. Il est surtout très important chez les femmes et s'explique par des facteurs d'ordre socio-culturel qui les confinent à des tâches plutôt domestiques expliquant leur marginalisation du système éducatif. On note cependant depuis quelques années un progrès sensible en matière d'alphabétisation grâce à l'appui de plusieurs partenaires au développement dont les actions commencent à avoir des résultats, car on décompte onze classes d'alphabétisation dans la communauté rurale de Paroumba.

➤ La santé

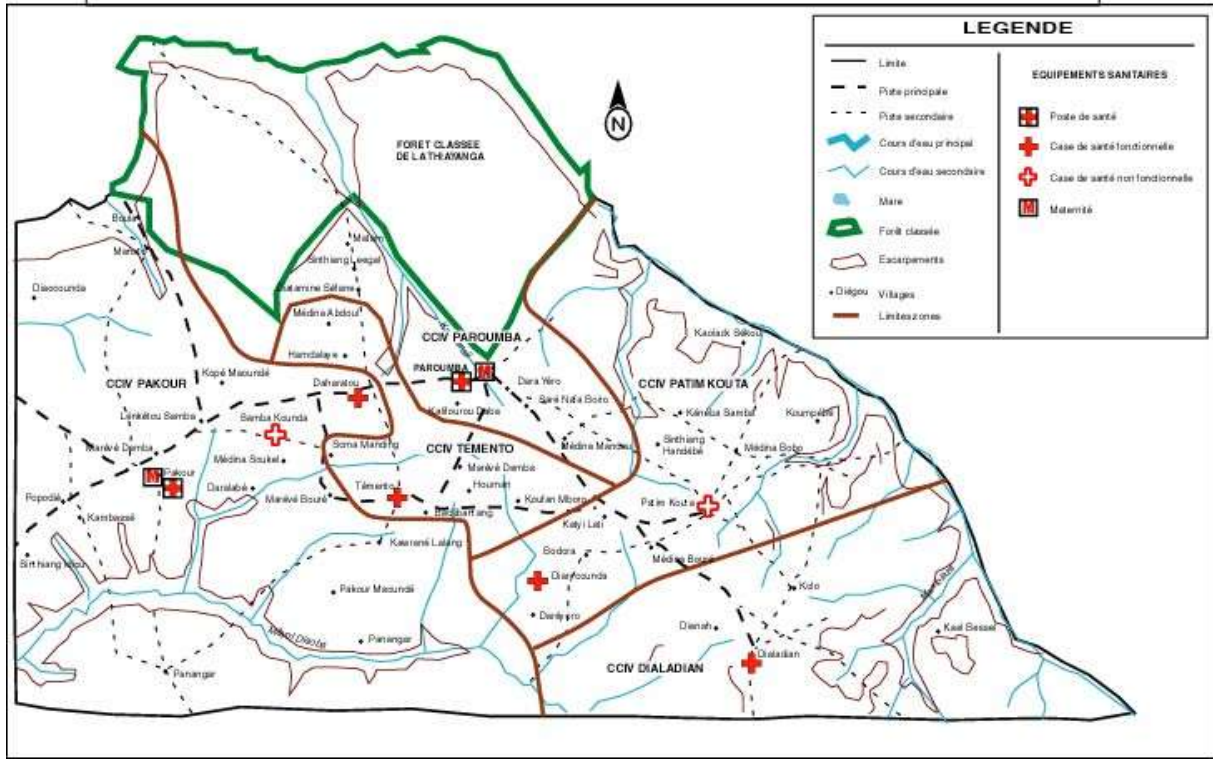
En matière de santé, la Communauté Rurale dispose de différentes structures sanitaires fonctionnelles que sont deux postes de santé, deux maternités rurales et quatre cases de santé. En tenant compte des normes préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé (un poste de santé pour 5000 habitants), il convient de noter le déficit en équipements sanitaires de la Communauté Rurale. En effet, la desserte médicale s'établit à 8530 personnes pour un poste. Au niveau des postes santé, le personnel médical est composé d'un infirmier chef de poste, d'un agent de santé communautaire et d'une matrone. Chaque maternité et case de santé dispose également d'un agent de santé communautaire et d'une matrone.

L'analyse de la carte 6 montre que les villages situés à l'est de la communauté rurale sont quasiment dépourvus d'équipements sanitaires. Ainsi pour face aux difficultés d'accès aux soins dues en partie à l'enclavement, des relais ont été formés pour la sensibilisation des populations sur le paludisme, les maladies diarrhéiques, la planification familiale et la santé maternelle et infantile.

Les principales contraintes identifiées par les populations locales sont :

- le sous-équipement des structures sanitaires qui entraînent des contre-performances au niveau de l'offre des services sanitaires ;
- La non fonctionnalité des cases de santé de Patim Couta et de Samba Counda ;
- l'accessibilité des structures rendue très difficile par l'état défectueux des pistes surtout en période hivernale

CARTE 5 : LES EQUIPEMENTS SANITAIRES DE LA COMMUNAUTE RURALE DE PAROUMBA



➤ L'accès à l'eau

Les populations de la communauté rurale de Paroumba s'approvisionnent en eau à partir de nombreux puits traditionnels (650 dont 115 non fonctionnels) des puits hydrauliques (32) et des forages. La profondeur des puits traditionnelle est variable d'une zone à une autre, mais la moyenne est de 20 mètres.

La carte de la distribution des équipements hydrauliques montre que certains villages ne bénéficient pas toujours d'équipements hydrauliques modernes notamment ceux situés au nord de la zone de Patim Couta.

Les contraintes liées à l'accès à l'eau s'expliquent principalement par l'insuffisance de systèmes d'exhaure adéquats. En effet, la communauté rurale ne dispose que de forages à pompe manuelle, car les équipements hydrauliques motorisés du village de Pakour ne sont plus fonctionnels. En outre l'exhaure manuelle consument beaucoup de temps et d'énergie aux femmes et leur empêche de se consacrer aux autres activités de développement.

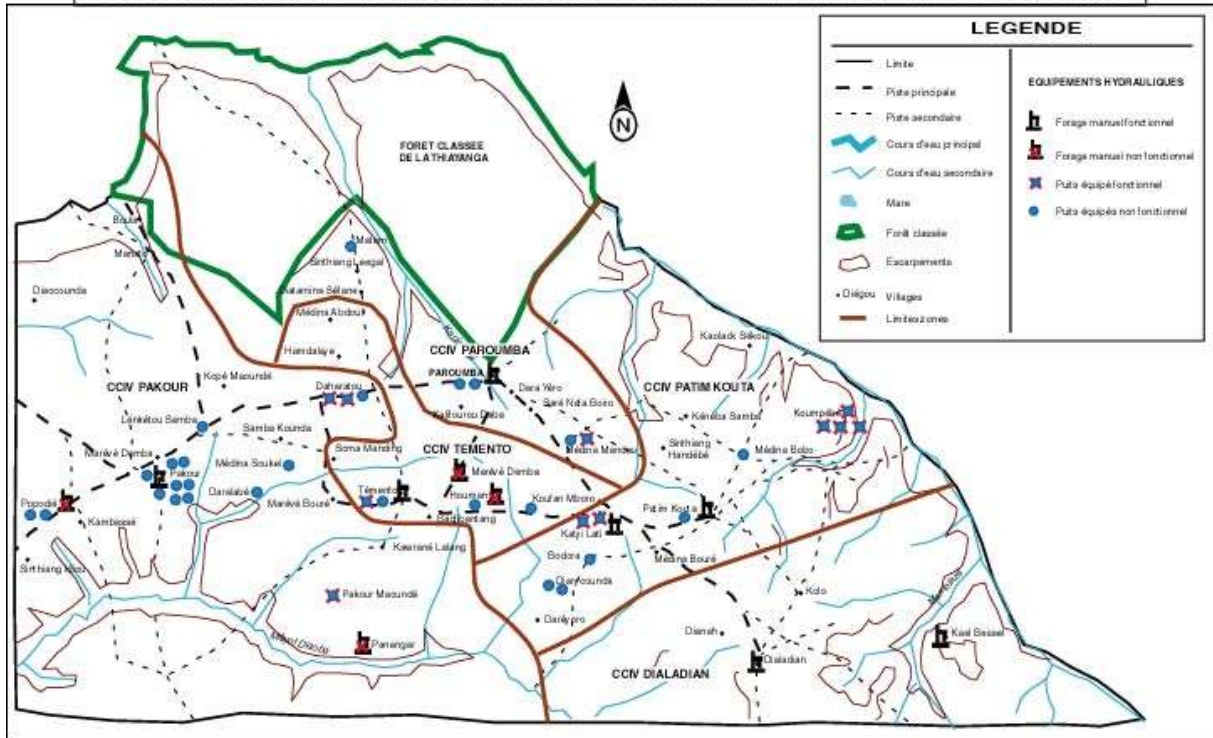
➤ L'accès aux infrastructures socio-éducatives

Les infrastructures sportives et socio-éducatives jouent un rôle très important dans l'épanouissement et la promotion des jeunes. La Communauté Rurale compte quelques infrastructures socio-éducatives dont:

- une maison communautaire à Paroumba ;
- trois foyers des jeunes à Pakour, Paroumba et Patim Kouta ;
- 18 terrains de football non fonctionnels répartis dans différentes localités.

Dans le cadre de la promotion des activités socio-éducatives, la réhabilitation des terrains de football non fonctionnels s'avèrent nécessaire. La multiplication de foyers de jeunes dans les villages centres et la mise en place d'aires de jeu et de salles de spectacles contribueraient à l'épanouissement de la jeunesse.

CARTE 6 : LES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES DE LA COMMUNAUTE RURALE DE PAROUMBA



➤ Les équipements marchands et d'allégement des travaux féminins

Les équipements marchands sont constitués des marchés de Témento et de Pakour. La carte des équipements marchands montre qu'ils sont le plus souvent concentrés dans les villages centres. Il s'agit de magasins de stockage et des boutiques pour le commerce de détail.

Les équipements d'allégement des travaux féminins sont essentiellement constitués de moulins à mil. La plupart de ces équipements sont localisés au niveau des villages centres comme Pakour, Paroumba et Témento, toutefois la partie sud et plus particulièrement la zone de Dialadiang est dépourvue d'équipements d'allégement des travaux des femmes.

Au terme du diagnostic, le constat qui se dégage est que la majorité des équipements sont localisés à Pakour, le chef lieu d'arrondissement ou Paroumba, le chef lieu de la communauté rurale. En dehors, des villages précités et de Dialadiang, seuls quelques villages disposent d'un niveau d'équipement acceptable.

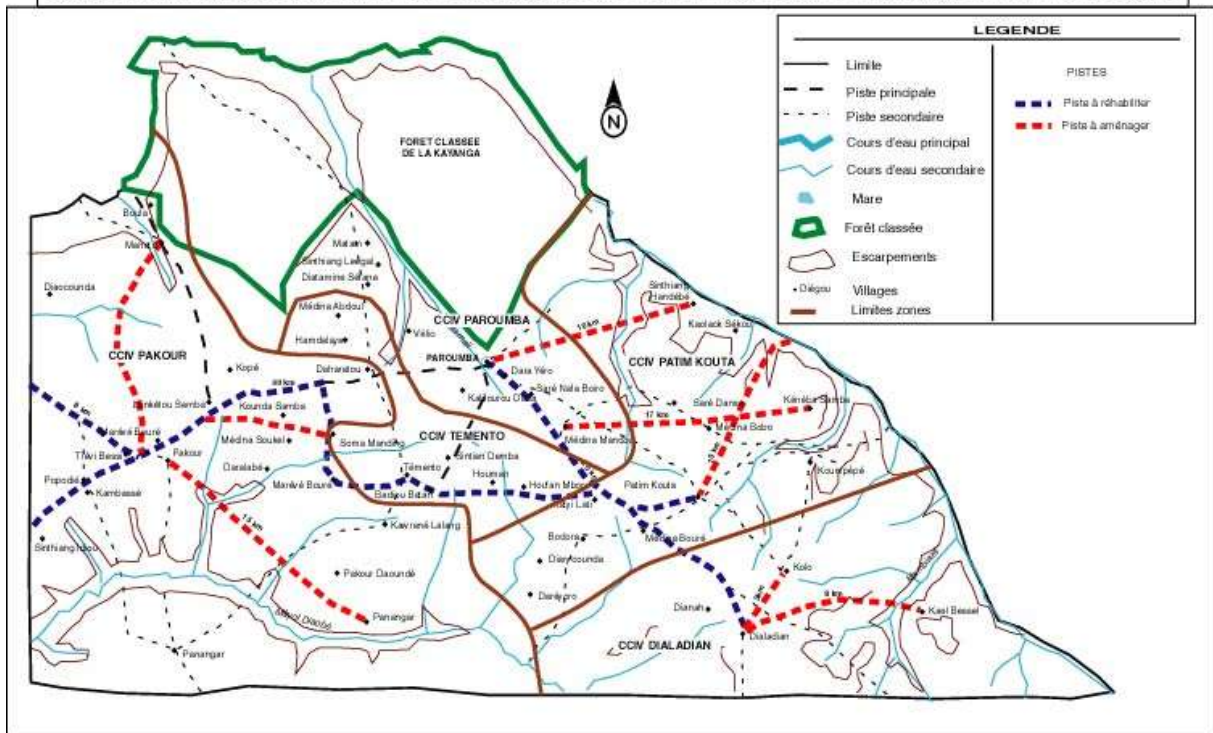
➤ Les infrastructures de communications

L'enclavement est l'un des principaux problèmes de la communauté rurale de Paroumba. Les pistes de production existantes sont dans un état de dégradation telle qu'elles sont difficilement praticables durant l'hivernage. Exceptées les pistes qui relient les cinq villages centres, la communauté rurale de Paroumba est desservie par des pistes secondaires qui sont la plupart du temps sableuses et difficilement praticables.

L'accès aux autres villages éloignés de ces centres est quasiment impossible, particulièrement en hivernage où les pistes secondaires deviennent impraticables. Cette situation diminue la mobilité des populations et réduit ainsi l'accès aux services de base déjà déficients.

Ainsi, le désenclavement de la communauté rurale de Paroumba passe par la réhabilitation des pistes qui est nécessaire pour le développement économique de la zone.

CARTE 8 : LOCALISATION DES PISTES A AMENAGER ET A REHABILITER DANS LA CR DE PAROUMBA



2-4- DYNAMIQUE ORGANISATIONNELLE ET STRUCTURES D'ENCADREMENT

2-4-1 LES ORGANISATIONS DE BASE

L'analyse de la dynamique organisationnelle, à partir des diagrammes de venn de certaines localités de la communauté rurale révèle l'existence de structures de développement à la base assez nombreuses. Il s'agit de groupements féminins, d'associations, de GIE, etc.

Tableau 8 : Les organisations de base

DESIGNATION	NOMBRE
Groupements de Promotion Féminine (GPF)	53
Association de Base des Producteurs (ABP)	16
Groupement des Producteurs de Coton (GPC)	4
Groupement d'Intérêt Economique (GIE)	2
Associations Sportives et Culturelles (ASC)	1

Source : Enquêtes GERAD, 2002

⇒ Les Groupements de Promotion Féminine

La communauté rurale de Paroumba compte 53 groupements de promotion féminine assez bien répartis dans les villages. Leurs principales activités concernent les prestations de services, l'exploitation de champs collectifs, le petit commerce, le crédit revolving, la transformation de savon et la gestion de moulin à mil. Malgré la diversité de leurs activités, leur développement économique est enrayé par le taux élevé d'analphabétisme et le manque de formation.

⇒ Les Groupements de Producteurs

Ils regroupent les Associations de base des Producteurs (16) et les Groupements des Producteurs de coton (4). Leurs activités tournent autour de la production de coton et sont le plus souvent encadrés par la SODEFITEX.

⇒ Les Groupements d'Intérêts Economiques

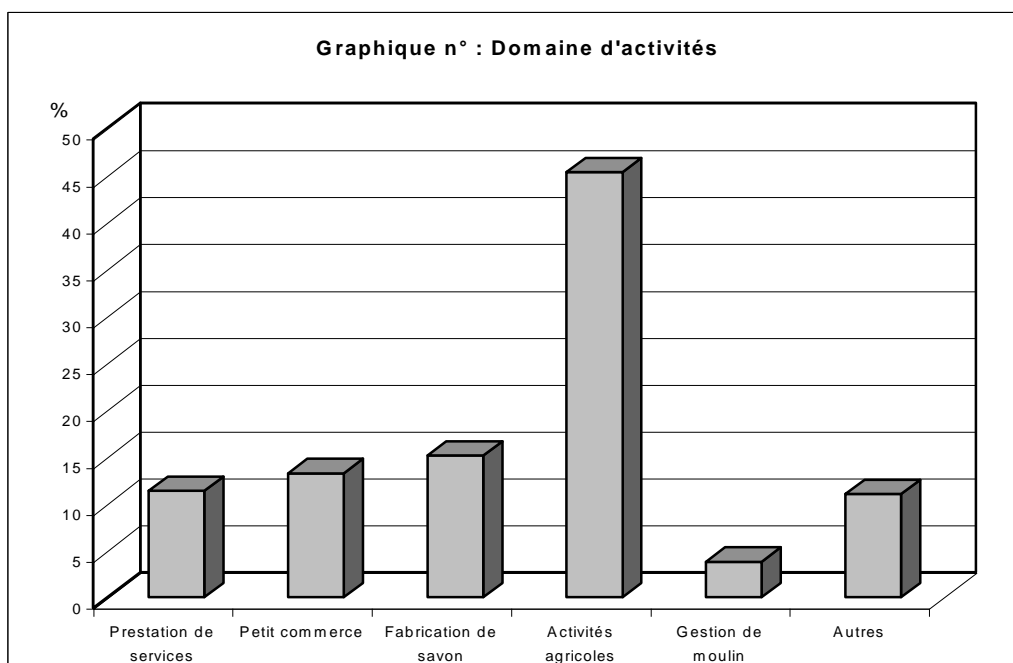
Les Groupements d'Intérêts Economiques de la communauté Rurale de Paroumba qui sont au nombre de deux (Pakour et Diataming Saféré) sont essentiellement tournés vers l'exploitation maraîchère. L'octroi de moyens financiers et matériels serait intéressant pour le développement de ce secteur.

⇒ Les Associations Sportives et Culturelles

Outre les activités sportives et culturelles, les ASC s'orientent de plus en plus vers les activités agricoles, la prestation de services et le commerce. Toutefois, l'absence de moyens financiers et matériels limitent sérieusement leur dynamisme.

2-4-2 DOMAINE D'ACTIVITES

Les principaux objectifs des activités initiées par les organisations de base sont le développement économique et social du terroir, l'entraide et la solidarité villageoise. Les principales activités sont représentées dans le graphique ci dessous. Elles concernent entre autres la gestion de moulin à mil, le petit commerce, la fabrication de savon et surtout les activités agricoles.



⇒ Les activités agricoles

Elles concernent l'exploitation de champs collectifs avec comme principales spéculations le coton, les céréales et les productions maraîchères. Près de 45% des activités développées par les groupements de la communauté rurale de Paroumba sont agricoles.

⇒ La transformation de savon

Elle occupe avec près de 15%, la seconde place des activités développées par les groupements de la communauté rurale de Paroumba. C'est une activité pratiquée

principalement par les femmes et constitue un moyen assez efficace de diversification de leurs sources de revenus.

➤ Le commerce

Le petit commerce est très développé par les groupements de la communauté rurale de Paroumba. Il est pratiqué par l'ensemble des groupements de la zone pour l'évacuation de leurs activités toutefois, seuls 13% de ces organisations de base en font une activité spécifique.

➤ La gestion de moulin à mil

Cette activité intéresse les groupements de promotion féminine des villages de Popodié et de Kambassé. Afin de pérenniser les équipements, les membres de ces groupements devront bénéficier d'un appui institutionnel adéquat.

➤ Les autres activités

elles concernent principalement les prestations de services dans les exploitations agricoles privées et les cotisations. Celles-ci consistent en un système de rotation financière dont le but est d'octroyer à chaque membre un montant assez conséquent acquis sur la base de cotisations périodiques des membres.

2-4-3 SOURCES DE FINANCEMENT ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Le financement des activités des groupements de la communauté rurale de Paroumba provient le plus souvent des cotisations de ces membres. Toutefois, certains partenaires au développement fournissent un appui institutionnel, matériel et/ou financier très important pour l'exécution des activités développées par les groupements dont certains ont ouvert un compte bancaire.

Malgré l'existence de nombreuses structures de développement à la base, des problèmes continuent de se poser au niveau de la prise en charge effective des préoccupations des populations. Les activités de développement initiées par les structures à la base ne permettent pas de lutter efficacement contre la pauvreté. En plus des difficultés organisationnelles, les structures sont confrontées à des problèmes comme le manque de personnes ressources, le manque de moyens matériels et financiers. A ce sujet, l'appui institutionnel et les différentes formations dont les populations ont bénéficié grâce aux partenaires au développement ont certes contribué à asseoir des acquis au niveau du tissu organisationnel, mais n'ont pas suffi pour dynamiser les structures.

Ces organisations devraient bénéficier d'un encadrement et d'une formation plus importants, d'une amélioration des ressources financières pour leur permettre de participer réellement au développement local. Les GPF, considérés comme de véritables acteurs par les spécialistes du développement communautaire, doivent être

les premiers bénéficiaires de cet appui. Beaucoup conçoivent que les groupements de promotion féminine constituent le cadre qui pourrait propulser les femmes à un niveau supérieur et réduire l'écart de la participation des femmes dans les domaines économique et social.

2-5 LES STRUCTURES D'ENCADREMENT

2-5-1 La Sous-Préfecture

Le Sous-Préfet est dans l'arrondissement le délégué du Président de la République et le représentant de tous les ministres. Il est à ce titre, en matière de gestion des collectivités locales, chargé de veiller à l'application de la politique du gouvernement ainsi que l'ensemble des textes relatifs à la décentralisation, et c'est là le sens de ses tournées. Les délibérations du Conseil rural lui sont transmises et il joue un rôle fondamental dans la gestion des conflits. Le travail est facilité par le CERP.

2-5-2 Le Centre d'Expansion Rural Polyvalent

Le CERP est chargé d'assister le monde rural dans tous les segments du développement. La multiplicité des domaines dans lesquels il cherche à apporter un encadrement technique justifie la pluridisciplinarité de l'équipe. C'est pourquoi le CERP prend l'aspect d'une synthèse des services techniques départementaux (Agriculture, Eaux et Forêts, Elevage, Economie Familiale...).

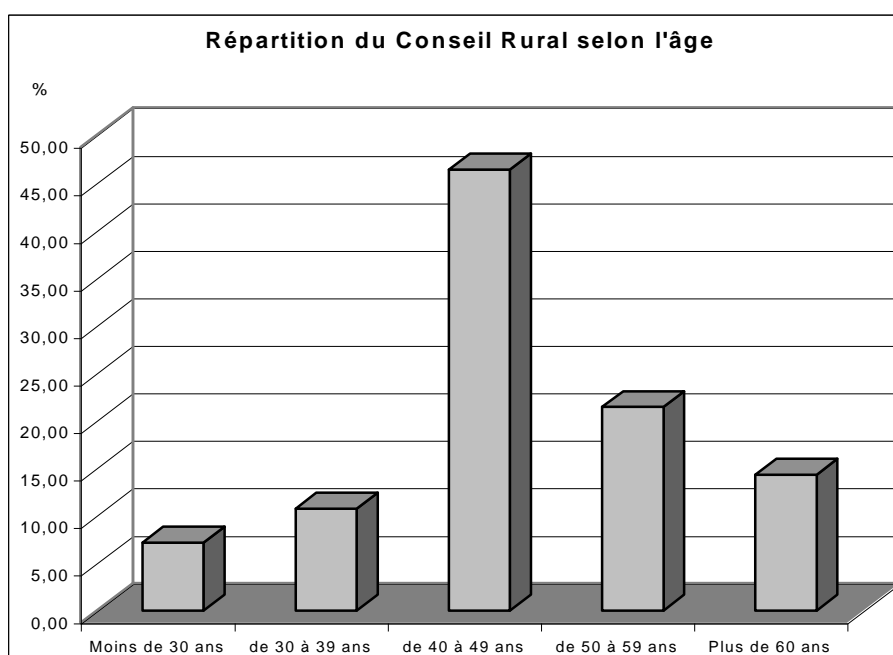
2-6 LE CONSEIL RURAL

Il est l'organe délibérant de la communauté rurale et à ce titre, il règle par délibération les affaires locales. La décentralisation lui confère aujourd'hui des pouvoirs réels dans neuf domaines de compétence dont l'hydraulique, l'éducation, la santé etc. La gestion foncière qui est totalement dévolue au Conseil Rural constitue une de ses attributions fondamentales. Le régime foncier coutumier est celui auquel la plupart des populations se réfèrent malgré l'existence d'une loi sur le domaine national dont l'application relève du Conseil Rural. Celle-ci promulguée en 1964, prévoit qu'au niveau de chaque communauté rurale, les terres soient gérées par un Conseil Rural. L'accès des femmes aux ressources foncières doit être analysé dans un contexte socio-culturel favorable à l'homme. En général les femmes ne possèdent que les terres mises à leur disposition par leurs conjoints. Les compétitions foncières de plus en plus aiguës font souvent d'elles des dépossédées.

2-6-1 COMPOSITION DU CONSEIL RURAL

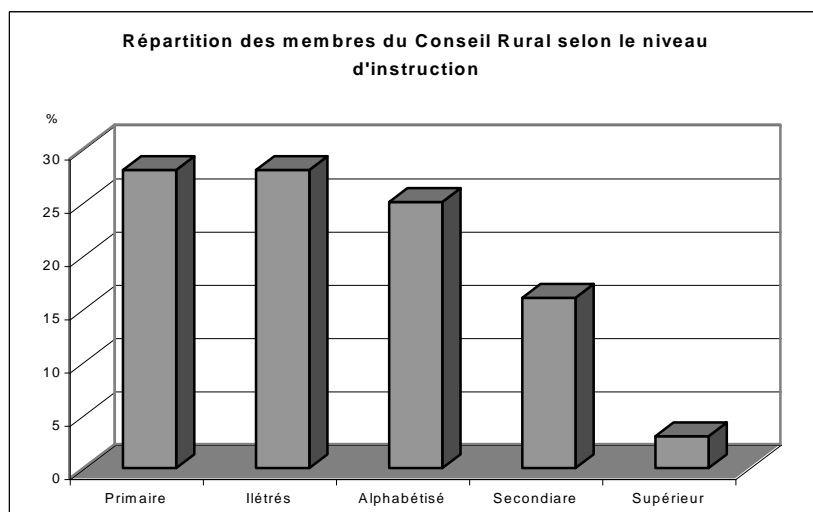
➔ Profil des membres du Conseil Rural

L'étude du graphique relatif à la répartition des membres du Conseil Rural par âge révèle que plus de 60% des membres du conseil rural sont âgés de moins de 50 ans, alors que la tranche des plus de 60 ans n'atteint pas 15% de l'effectif. Les jeunes sont faiblement représentés avec une proportion de 7%. Le constat qui émane de cette situation est la prévalence des adultes dans le conseil rural de Paroumba, qui ne compte qu'une seule femme sur 32 membres.



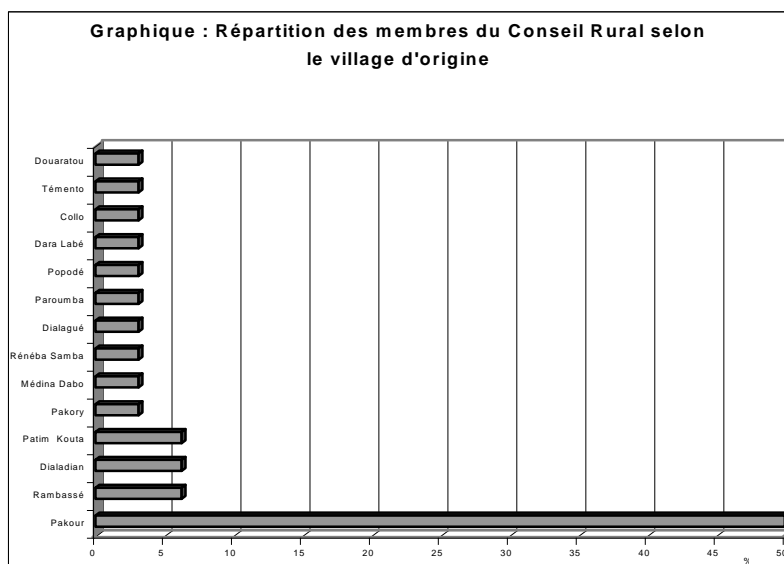
➔ Le niveau d'instruction et la profession des membres du conseil rural

Le conseil rural de Paroumba présente un niveau d'instruction acceptable dans la mesure où plus de 15% de ses membres ont atteint le secondaire et près de 3% le supérieur. Même si le taux des membres analphabètes est assez élevé avec près de 25% de l'effectif, la proportion qui a atteint le niveau de l'élémentaire dépasse les 25% et les membres alphabétisés en pular ou en arabe sont assez nombreux avec plus de 20% de l'ensemble.



L'examen de la répartition des membres du conseil rural selon leur profession montre que les activités agropastorales sont les plus représentées car elles concernent près de 38% de l'effectif. La dominance des activités agropastorales et la représentation des activités commerciales dans un conseil rural ne sont pas des faits nouveaux. Cependant, c'est la percée des agents du secteur de la santé et de l'éducation qui est salutaire pour le conseil rural de Paroumba.

➔ L'origine des conseillers



L'analyse du graphique de la répartition des membres du conseil rural selon le village d'origine révèle que la moitié des conseillers proviennent du village de Pakour, chef lieu d'arrondissement. Aussi, sur 48 villages que compte la communauté rurale seule une dizaine de villages sont représentés. Néanmoins, tous les villages centres sont représentés.

2-6-2 PRESENTATION DES COMMISSIONS TECHNIQUES

Dans le soucis d'une meilleure exécution des compétences qui lui sont conférées le conseil rural est divisé. Le Conseil Rural de Paroumba est divisé en quatre commissions techniques :

- la commission domaniale ;
- la commission des réconciliations ;
- la commission des Finances ;
- la commission économique-sociale.

La commission domaniale occupe une place de choix à cause de l'importance qu'occupe la terre en milieu rural. Elle est garante de l'affectation et de la désaffectation des terres du domaine national et de la délimitation des zones de parcours souvent source de conflits entre agriculteurs et éleveurs. La communauté rurale de Paroumba étant une zone où prédominent les activités agropastorales, la commission des réconciliations s'avère une nécessité pour la préservation de la cohésion sociale.

La mobilisation des ressources pour la réalisation des actions identifiées par le conseil rural est du ressort de la commission des finances. Outre cette activité, elle est tenue de percevoir annuellement la taxe rurale et les différents impôts et de présenter au sous-préfet qui est l'autorité de tutelle le budget de la communauté rurale.

2-6-3 LES RESSOURCES ET LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT

Les ressources financières du conseil rural proviennent principalement des recettes collectées à partir de la taxe rurale et des différents impôts. Elles servent généralement à l'exécution des actions de développement identifiées par les populations locales. Toutefois, la nature irrégulière du recouvrement des taxes et impôts rend aléatoire la réalisation des activités de développement.

Les dépenses prévues et les recettes provenant du recouvrement des taxes et impôts constitue le budget du conseil rural. Les opérations financières du conseil rural sont exécutées par la commission des finances, après adoption du budget par le conseil rural. Auparavant, le conseil rural est tenu de présenter une proposition de budget au sous préfet qui ne peut être adopté qu'après l'approbation du représentant de l'Etat.

2.7 LES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT

2.7.1 LA TYPOLOGIE DES STRUCTURES

Ils participent largement au financement du développement de la communauté rurale. On retrouve dans la communauté rurale des infrastructures ou actions réalisées avec l'apport total ou partiel de projets ou d'ONG tels que :

- Projet de Promotion des Micro-Entreprises Rurales (PROMER) : agriculture, élevage, petit commerce, artisanat, formation, échange ;
- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal, basée à Kolda développe le crédit ;
- Société de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX) qui encadre la production de coton ;
- TOSTAN et TOUDAVOU qui interviennent dans le domaine de l'alphabétisation ;
- TOUDAVOU intervient dans le même domaine de l'alphabétisation ;
- Projet VOLET POULAR et l'ONG AIDE ET ACTION interviennent au niveau de l'éducation ;
- Dyna Entreprises intervient dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la formation, la sensibilisation, le commerce, le micro-crédit, la transformations des produits agricoles et forestiers ;
- FEERE s'active dans la formation, la sensibilisation, la fabrication de savons ;
- AFBP intervient dans l'agriculture, l'hydraulique, construction de magasin céréalier.

2-7-2 DOMAINE D'ACTIVITES DES STRUCTURES DE DEVELOPPEMENT

Les structures de développement intervenant dans la communauté rurale de Paroumba s'activent principalement dans les activités agropastorales et hydrauliques. De nombreuses structures d'encadrement tels que le PROMER, Dyna Entreprises entre autres, interviennent dans le secteur agricole et pastoral toutefois, la culture du coton est l'apanage de la SODEFITEX qui assure l'encadrement du monde rural depuis la distribution des semences jusqu'à la commercialisation de la production.

Le domaine éducatif comprenant la scolarisation et l'alphabétisation est assuré respectivement par AIDE ET ACTION et Projet Volet POULAR et par TOSTAN et TOUDAVOU.

Comme partout ailleurs, le micro-crédit et le petit commerce sont très développés par les femmes de la communauté rurale qui bénéficient d'appuis considérables de la CNCAS et de Dyna Entreprises, tandis que le domaine de la fabrication de savons est soutenu par FEERE.

Actuellement, c'est le Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) qui développe un programme dans le domaine de l'appui au processus de développement rural décentralisé, à l'investissement local, au désenclavement et à la bonne gouvernance locale.

III- LES ACTIVITES DE PRODUCTION

Ce sont principalement les activités agropastorales, mais aussi la pêche qui est présente sous une forme artisanale.

3-1 L'AGRICULTURE

L'agriculture pluviale constitue la première activité économique des populations. Elle bénéficie de conditions assez favorables comparativement aux autres localités du pays. En effet, la communauté rurale de Paroumba a une bonne disponibilité en terres cultivables et riches malgré la baisse de leur potentiel agronomique. Selon les estimations du CERP, les terres cultivables sont estimées à 11702, 5 ha dont plus de 60% consacrées aux cultures vivrières. La bonne pluviométrie constitue également un atout pour cette activité.

Les statistique agricoles disponibles concernant les productions moyennes des principales spéculations entre 1992 et 2000. Elles sont représentées dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Productions moyennes des différentes spéculations de 1992-2000

Spéculations	Productions (tonnes)
Arachide	840
Coton	667
Maïs	547
Sorgho	489
Mil	225
Riz	137

Source : CERP de Pakour, 2002

La production vivrière concerne, par ordre d'importance, le maïs, le sorgho et le mil. Le riz est aussi cultivé au niveau des bas fonds qui couvrent avec les vallées près de 900 ha des superficies cultivables. L'arachide et le coton qui sont les principales cultures de rente sont encadrées respectivement par la SONACOS et la SODEFITEX. Concernant l'arachide, les superficies cultivées sont en baisse du fait d'un manque notoire de semences et des difficultés de commercialisation. La percée fulgurante du coton dans la Communauté Rurale est liée à l'encadrement de la SODEFITEX qui fournit aux paysans des produits phytosanitaires comme l'herbicide, de l'engrais et du matériel (les pompes pour l'herbicide). La baisse de la production durant les trois dernières années est liée à la pluviométrie déficitaire et au processus de dégradation des sols.

3-1-1 LES FACTEURS DE PRODUCTION

Le matériel agricole est jugé très insuffisant et vétuste. Il est généralement composé de houe, semoir, daba, charrue, charrette et butteur. Le renouvellement de ce type de matériel constitue un problème pour des populations aux revenus faibles et qui n'ont pas souvent accès au crédit.

Par ailleurs, cela pose le problème de l'accès aux intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires). Les conditions d'octroi des semences et du crédit agricole sont jugées inadaptées par les agriculteurs et requièrent des solutions appropriées pour une meilleure pratique de l'activité agricole.

3-1-2 LES CONTRAINTES LIEES A L'AGRICULTURE

Les principales contraintes liées à l'activité agricole sont :

- le manque et la vétusté du matériel agricole ;
- la baisse de fertilité des sols ;
- les fluctuations climatiques ;
- les difficultés d'accès aux intrants ;
- le manque de semences de qualité pour toutes les spéculations ;
- la déprédation des cultures ;
- les difficultés d'accès au crédit.

Tableau 10 : Les contraintes de l'agriculture et les solutions

Contraintes	Solutions
Baisse et fluctuations pluviométriques	Introduction de variétés adaptées aux oscillations climatiques
Difficultés d'accès aux intrants	Mise en place de magasins de distribution d'engrais et de semences et en faciliter l'accès
L'insuffisance et la vétusté du matériel agricole	faciliter l'acquisition du matériel agricole subventionner le matériel
La pauvreté des sols	RNA, jachère améliorée, plantations d'enrichissement et amendement organique des sols
Difficulté d'accès au crédit	faciliter l'accès au crédit et l'adapter aux possibilités de remboursement
Déprédation des cultures	Lutte contre les déprédateurs

3-2 L'ELEVAGE

Elle est la deuxième activité économique au niveau de la communauté rurale. Elle tient son importance de par le nombre de personnes qu'elle occupe car elle est généralement pratiquée par les peul qui constituent l'ethnie majoritaire de la communauté rurale de Paroumba. De type extensif, l'élevage est soutenu par des considérations socio-culturelles, car dans ce milieu, le bétail est considéré comme une forme de thésaurisation et constitue de ce fait une richesse qui garantit une marque de considération sociale. Cette activité bénéficie de conditions appréciables dont l'existence de zones de pâturage, de nombreuses mares, des cours d'eau pour l'abreuvement du bétail et une longue tradition d'élevage entre autres. L'importance du cheptel est représentée dans le tableau suivant :

Tableau 11 : L'importance du cheptel

Cheptel	Bovins	Ovins	Caprins	Asins	Equins
Nombre	20309	6383	5771	1220	537

Source : Ministère de l'élevage, Secteur de Vélingara

Le tableau renseigne sur l'importance des bovins, suivis des ovins, des caprins, des asins et des équins. Malgré le nombre important du bétail, l'élevage reste un secteur sous exploité. La production laitière, même si elle est importante ne dépasse pas les limites de la communauté rurale.

Les principales contraintes de l'élevage sont :

- la diminution du couvert végétal ;
- l'assèchement précoce des mares ;
- l'existence de pathologies (pasteurellose, charbon symptomatique, peste, etc.) ;

- les problèmes d'accès aux aliments de bétail ;
- le faible niveau de formation technique des éleveurs ;
- les conflits entre agriculteurs-éleveurs ;
- les vols de bétail liés à la transhumance.
- l'insuffisance des parcours entraînée par l'extension des zones de culture ;

Tableau 12 : Les contraintes au développement de l'élevage

Contraintes	Solutions
Les problèmes pathologiques - pasteurellose - peste - charbon - mouche tsé-tsé	- Multiplication des parcs à vaccination et renforcement des moyens d'intervention - Formation d'auxiliaires - Mise en place de pharmacies vétérinaires
Insuffisance des parcours - Diminution du couvert végétal	- Aménagement de parcours pastoraux - Reboisement - Protection des parcours
- Assèchement précoce des mares	- Aménagement des mares
- Difficultés d'accès aux aliments de bétail;	- Mise en place de magasins de vente d'aliments du bétail
- Faible niveau de formation technique des éleveurs.	- Amélioration de la capacité technique des éleveurs
- Conflits entre agriculteurs/ éleveurs	- Affectation des terres (agriculture, élevage)
- Vols de bétail	- Enclos - Gardiennage

Il serait donc beaucoup plus important de mettre l'accent sur la productivité de ce secteur en associant les techniques modernes mais aussi en incitant les Peuls à rompre avec l'élevage de prestige. Il urge aussi de doter la zone d'infrastructures et d'équipements appropriés pour mieux aider l'agent vétérinaire à combattre les épizooties.

3.3 RELATIONS AGRICULTURE - ELEVAGE

L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités en milieu rural. Selon l'ethnie considérée et ses traditions socioculturelles, l'une d'elles passe comme activité principale et l'autre devient secondaire. L'élevage est pratiqué par les agriculteurs comme activité supplémentaire et inversement les éleveurs s'adonnent de plus en plus à l'exploitation de quelques parcelles de terres. Leurs relations s'analysent à la fois en termes de complémentarité et d'opposition.

Dans leurs rapports, l'élevage fournit à l'agriculture la force de traction et la fumure. En contrepartie l'agriculture lui offre ses sous-produits comme aliments de saison sèche. La vente du bétail issue de l'embouche bovine servirait à couvrir certaines dépenses comme le renouvellement du matériel agricole.

Les relations sont également conflictuelles et opposent agriculteurs et éleveurs du fait de la divagation des animaux dans les parcelles agricoles ou de l'exploitation par les agriculteurs des zones de parcours du bétail.

La tendance qui se dégage, à savoir l'extension des superficies agricoles et la diminution des zones de parcours, fragilise la complémentarité de ces deux activités.

La création de la commission des réconciliations par le conseil rural est essentiel pour atténuer les conflits entre agriculteurs et éleveurs et permettre un développement intégré de la communauté rurale, dans la cohésion sociale et la bonne cohabitation à travers la délimitation des terres agricoles et des zones de parcours du bétail.

3-4 ACTIVITES FORESTIERES ET PRATIQUES AGRO-FORESTIERES.

L'exploitation des produits forestiers est également une activité très importante au niveau des systèmes productifs de la communauté rurale de Paroumba. Elle constitue une source de revenus d'appoint non négligeable dans l'économie rurale. Elle concerne l'exploitation des produits de cueillette et d'autre part l'exploitation du charbon de bois, du bois d'œuvre et de service. Le tableau suivant met en évidence les espèces les plus utilisées :

Tableau 13 : Les espèces les plus utilisées

Espèces (Ligneuses)	Parties	Utilisation
Sterculia setigera (Mbep)	Sève	consommation, commerce, pharmacopée
Parkia biglobosa (Nete)	Fruit, bois, feuille, graine	Commerce, pharmacopée, bois de chauffe, consommation
Adonsonia digitata (Guy)	Fruit, coque des fruits, tronc, feuille	consommation, pharmacopée, commerce
Khaya senegalensis (Xay)	- Tronc, écorce - Feuille, racine	- Pharmacopée
Pterocarpus Erinaceus (Venn)	- Fruit, racine - Ecorce, Tronc	- Aliment bétail - bois de chauffe et d'œuvre
Combretum micranthum (Bara)	Feuilles, tronc	Consommation, pharmacopée, bois
Cordyla pinnata (Dimb)	Fruit, écorce, feuille	Pharmacopée, bois de chauffe, bois d'œuvre, consommation
Guiera senegalensis (Ngeer)	Feuilles, tronc	Pharmacopée, bois
Saba senegalensis (madd)	fruit	Consommation, commerce
bambou	tronc	Bois d'œuvre
crintin	tronc	Bois d'œuvre
Combretum glutinosum (Rate)	Feuilles, tronc	Pharmacopée, bois

L'exploitation du bambou est strictement interdite du fait de la disparition de l'espèce. Les utilisations courantes de ces espèces indiquées ci-dessus sont variées et concernent la consommation directe, la pharmacopée traditionnelle et la transformation en produits artisanaux.

Les principaux produits de cueillette sont : la gomme (Mbep), la noix de palme (dont la transformation en huile reste encore timide) et le pain de singe.

L'exploitation du bois occupe également une place importante. Il concerne le bois de service, le bois de chauffe et le charbon de bois.

Pour ce qui est de l'exploitation du miel, la production de la Communauté Rurale était de 120 litres de sorties en 2001.

- Les pratiques agroforestières restent très timides et concernent pour l'essentiel la sensibilisation et le reboisement. Les objectifs globaux assignés à ces activités sont la régénération des peuplements, la protection des espèces menacées et la réglementation des activités agroforestières.

Les principales contraintes qui sont signalées dans l'exploitation des ressources forestières se résument comme suit :

- la sécheresse ;
- la diminution des formations végétales ;
- l'exploitation abusive des ressources ;
- l'extension de la sphère agricole au détriment de la forêt ;
- le manque d'eau qui limite surtout la production de plants ;
- l'enclavement des zones d'exploitation qui pose des problèmes d'écoulement ;
- les feux de brousse (10 cas déclarés entre le 1^{er} janvier et le 23 septembre 2001 avec comme conséquence, 5427 ha de superficie dévastée).

Tableau 14 : Contraintes et solutions.

Contraintes	Solutions
Sécheresse/diminution des formations végétales	Protection des espèces en voie de disparition/Reboisement
Exploitation abusive des ressources	Exploitation contrôlée des ressources
L'enclavement relatif de certaines zones,	Désenclavement/Réalisation de pistes de production
Feux de brousse	Création - redynamisation et équipement des comités de lutte contre les feux de brousse

3-5 AUTRES ACTIVITES

Il s'agit des activités économiques pratiquées par les populations en appoint aux activités de base. Elles concernent l'artisanat, le commerce, la communication et la pêche.

➤ L'artisanat

Il concerne particulièrement la cordonnerie et la forge. Il occupe une faible proportion de la population active et vient en appoint aux activités agropastorales. Les éléments produits par la forge sont surtout utilisés pour les travaux agricoles et se distinguent par leurs coûts relativement accessibles. Toutefois, les matériels fournis par la forge sont de nature archaïques.

➤ Le commerce

Cette activité s'appuie sur l'existence de deux marchés permanents (Pakour et Témento), d'un marché hebdomadaire (Témento), de 24 boutiques et 65 cantines. En plus des produits agropastoraux et forestiers, le commerce est dominé par la vente des produits alimentaires et artisanaux. Certaines localités sont totalement dépourvues d'activités commerciales. Pour s'approvisionner en denrées, les populations sont obligées de se rabattre sur les villages qui en disposent. Quelquefois, l'enclavement de certaines localités et la défectuosité des pistes de production constituent des handicaps pour les liaisons.

➤ La pêche

Elle est de type artisanale et est pratiquée par les populations riveraines des eaux de la Thiayanga (villages de Manato et Bouria). Le matériel est composé de filet, de pirogue et de hameçon. Les mises à terre sont faibles et atteignent rarement les 100 kg. Les espèces capturées sont surtout les silures et les tilapias.

Au total les principales contraintes identifiées et les axes de solutions concernant ces activités sont résumés dans le tableau ci dessous :

Tableau 15 : Contraintes et solutions.

Contraintes	Solutions
Manque de dynamisme des acteurs	Redynamisation des acteurs et organisation du secteur de la pêche
Manque de moyens matériels et financiers	Subventionner le secteur/accès au crédit
Insuffisance des circuits commerciaux.	Création de marchés permanents
Enclavement relatif de certaines zones,	Réalisation de pistes de production

IV- SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic de la communauté rurale de Paroumba a montré d'énormes potentialités de développement dont la mise en œuvre se heurte fréquemment à une série de goulots d'étranglement. L'existence d'une dynamique organisationnelle assez étoffée et l'intervention de partenaires d'appui au développement n'ont pas permis d'impulser à la communauté rurale un véritable développement à la base. La synthèse des différentes contraintes identifiées par les populations locales ainsi que des hypothèses de solution qu'elles ont proposé, est répertoriée dans le tableau ci-dessous. Rappelons que l'enclavement constitue selon les populations la contrainte majeure au développement économique de la communauté rurale de Paroumba.

Tableau 16 : Synthèse des potentialités, contraintes et hypothèses de solutions

Domaine		Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
Ressources naturelles	eau	Mares temporaires Disponibilité d'une nappe aquifère assez importante	Déficit pluviométrique, tarissement précoce des mares, nappe profonde dans certaines zones	Aménagement des mares, construction de micro barrages sur le fleuve
	Sols	Existence de sols, deck, dior et latérites	Dégradation des sols, érosion hydrique, éolienne, surexploitation, parasitisme	Fertilisation, jachère, amendement organique, compostage
	Végétation	Espèces végétales soudano-sahéliennes	Feux de brousse, dégradation du couvert végétal,	Diminution des défrichages, lutte contre les feux de brousse, reboisement
	Faune	Existence d'une faune importante et diversifiée	Braconnage, destruction de l'habitat naturel de la faune à travers les feux de brousse notamment	Lutte contre les feux de brousse, création des domaines réservés, lutte contre le braconnage
Ressources humaines	Dynamique organisationnelle	Existence de nombreuses organisations à la base	Insuffisance des ressources financières, problème d'encadrement, analphabétisme	Système de crédit, encadrement, financement d'activités génératrices de revenus
Systèmes de production	Agriculture	Disponibilité de terres cultivables	Insuffisance d'intrants, vétusté du matériel, divagation des animaux, destruction des cultures par les animaux sauvages	Introduction de variétés agricoles adaptées, Mise en place d'un système de crédit pour l'acquisition des intrants et du matériel, lutte contre les déprédateurs
	Elevage	Activité traditionnelle de la population, Existence d'un cheptel très important	Diminution du cheptel, Réduction des zones de parcours, existence d'épizooties	Embouche bovine, couverture sanitaire du bétail, aménagement de zones de parcours pastoraux
	Foresterie	Existence d'espèces végétales à potentialités agronomiques importantes	Feux de brousse, coupes abusives, dégradation de la forêt	Reboisement, formation aux techniques agro-forestières et de transformation des produits, réglementation de la forêt

Domaine		Potentialités	Contraintes	Hypothèses de solutions
Autres activités	Artisanat, commerce	Existence de deux marchés permanents et d'un marché hebdomadaire	manque d'organisation des acteurs, faiblesse des ressources financières, insuffisance des circuits commerciaux, enclavement	Encadrement et formation des acteurs, construction de marché, désenclavement
Equipements et Infrastructures	Santé	Existence de deux postes de santé, deux maternités rurales et de quatre cases de santé	Insuffisance des structures sanitaires, déficit de médicaments et de personnels, non fonctionnalité de certaines structures sanitaires	Construction et équipement de structures sanitaires, affectation d'un personnel qualifié et dotation de médicaments
	Education	Existence d'écoles élémentaires et de classes d'alphabétisation, effort d'alphabétisation notable de la part des ONG	taux de scolarisation faible, taux d'analphabétisme élevé notamment des femmes, absence de CEM	Sensibilisation pour une meilleure scolarisation des enfants, augmentation des classes d'alphabétisation fonctionnelle, construction de centre de formation des femmes
	Hydraulique	Existence de puits équipés et de forages à pompe manuelle,	Infrastructures hydrauliques insuffisantes, déséquilibre dans la répartition spatiale	Fonçage de puits, réhabilitation des forages
	Allègement des travaux de la femme	Existence de quelques équipements	Insuffisance des équipements d'allègements des travaux de la femme, déséquilibre dans leur répartition spatiale	Acquisition d'équipements d'allègement des travaux de la femme, formation des femmes en technique de gestion des équipements
	voirie, électrification, téléphonie rurale		Voirie revêtue inexistante, enclavement des villages	Réhabilitation des pistes de production, électrification des villages, renforcement du partenariat avec les structures d'appui au développement, développement de la téléphonie rurale
	Socio-éducatifs	Existence de maison communautaire, de foyers des jeunes et d'aires de jeu	Insuffisance des structures socio-éducatives et la plupart des structures existantes ne sont pas fonctionnelles	Construction de foyers des jeunes, réhabilitation des aires de jeu



La restitution du diagnostic devant la population



DP à Pakour Mouande



DP à Pakour

----- DEUXIEME PARTIE -----

**LES OBJECTIFS STRATEGIQUES ET
LES ACTIONS PRIORITAIRES DE
DEVELOPPEMENT**

I- ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Dans le cadre du diagnostic participatif, les populations de la communauté rurale de Paroumba ont identifié les contraintes suivantes :

- les problèmes d'approvisionnement en eau/sécheresse ;
- la dégradation du couvert végétal, feux de brousse, coupes abusives ;
- la baisse des rendements agricoles ;
- divagation des animaux sauvages ;
- l'insuffisance d'intrants et la vétusté du matériel agricole ;
- diminution du cheptel, existence d'épizooties ;
- réduction des zones de parcours du bétail ;
- déficit de circuits commerciaux ;
- l'insuffisance des ressources financières et le manque d'encadrement ;
- l'analphabétisme surtout des femmes ;
- l'insuffisance des structures sanitaires ;
- déficit de médicaments et de personnels ;
- Faible taux de scolarisation ;
- Electrification, téléphonie rurale
- l'enclavement ;
- la lourdeur des tâches domestiques pour les femmes ;
- Manque d'emplois.

Les actions prioritaires identifiées par les populations afin de lever les contraintes et s'attaquer aux priorités de développement sont les suivantes :

- la réhabilitation des pistes de production ;
- la construction et la réhabilitation d'équipements marchands ;
- la construction et l'équipement de structures de soins de santé primaires ;
- l'amélioration de l'accès à l'eau et des stratégies de conservation de l'eau ;
- la construction et l'équipement des salles de classe ;
- l'amendement des sols ;
- la mise en place d'un système de crédits pour l'acquisition de matériels et d'intrants agricoles ;
- la couverture sanitaire du bétail ;
- l'aménagement de zones de parcours du bétail ;
- les équipements d'allègement des travaux de la femme ;
- la mise en place d'un système de crédit pour le développement économique ;
- la réglementation de la forêt ;
- la DRS/CES ;

- le reboisement ;
- la promotion de la pêche ;
- l'aménagement et la réhabilitation d'aires de jeux ;
- la mise en place d'équipements socio-culturels ;

Ces hypothèses de développement retenues par les populations pour lever les contraintes et promouvoir un développement local durable peuvent être traduites en 5 principales orientations stratégiques :

- la promotion de l'accès aux infrastructures et aux services de base ;
- le renforcement des capacités socio-économiques des populations ;
- l'appui Institutionnel et Le renforcement des capacités organisationnelles
- l'amélioration de la production agricole et pastorale ;
- l'aménagement de l'espace pour une gestion durable des ressources naturelles.

Ces différentes orientations sont loin d'être indépendantes les unes des autres. Leur mise en œuvre permettra un développement intégré de l'ensemble de la Communauté Rurale.

1.1 LA PROMOTION DE L'ACCES AUX INFRASTRUCTURES ET AUX SERVICES DE BASE

↳ Les infrastructures de communication et la mise en place d'équipements marchands

Le déficit de circuits commerciaux serait dû certes au manque de marché adéquat, mais surtout au mauvais état des pistes. En effet, en dépit de l'aménagement par la SODEFITEX de pistes de production, les pistes sont généralement impraticables sur plusieurs axes surtout durant la saison des pluies. La réhabilitation des pistes existantes et l'aménagement de nouvelles pistes permettraient de désenclaver la communauté rurale et de faciliter les échanges. Le désenclavement de la communauté rurale, c'est aussi l'électrification et l'accès à la téléphonie rurale du moins pour les villages centres.

Concernant les équipements marchands. Au système de production et d'échanges répond celui de la communication et du transport. De par sa position frontalière, la communauté rurale de Paroumba constitue un passage pour les ressortissants de la Guinée Bissau et de la République de Guinée qui fréquentent en particulier le marché international de Diaobé. Pour capter ces flux d'échanges, les populations ont beaucoup insisté sur la mise en place d'équipements marchands qui permettraient :

- de faciliter l'accès des villageois à toutes sortes de produits ;
- de faciliter la vente des produits locaux ;
- et surtout d'alimenter le budget de la CR par le paiement des droits de place.

↳ **L'amélioration de l'accès à l'eau et des stratégies de conservation de l'eau**

- Mise en place d'infrastructures hydrauliques

Les problèmes d'accès à l'eau se posent avec acuité pour les villages qui ne disposent pas d'ouvrages hydrauliques adéquats. En outre, la vétusté du système d'exhaure, l'insuffisance des puits équipés, la nature des équipements hydrauliques (forage à pompe manuelle) et la fréquence des pannes des forages ne facilitent pas l'accès à l'eau. La résolution de ce problème passe par le fonçage de nouveaux puits et la réhabilitation des forages.

- L'aménagement des mares

L'assèchement précoce des points d'eau est une sérieuse entrave au développement d'activités maraîchères. Aussi, face à l'insuffisance des ouvrages hydrauliques, l'abreuvement du bétail devient un réel problème pour les éleveurs de la communauté rurale. L'augmentation de la disponibilité des ressources en eau passe par le récurage des mares et marigots, ceci afin de pallier l'assèchement précoce des points d'eau.

- Mise en place de cuvettes de récupération des eaux

Face à l'insuffisance des ouvrages hydrauliques et le tarissement précoce des points d'eau, la mise en place de cuvettes de récupération des eaux de pluies pourrait être une alternative dans l'abreuvement du bétail et le développement d'activités de contre-saison.

↳ **La réalisation de structures sanitaires**

Seuls les villages de Missirah Sirimana, chef lieu de la Communauté Rurale et Saïensoutou disposent de postes de santé. Cependant, il faut signaler que ces deux postes de santé ne sont pas fonctionnels, fautes de personnel. Ainsi, les populations, pour avoir accès aux soins de santé, sont obligées de se rabattre la plupart du temps sur Kédougou, distant de certains villages de la Communauté Rurale d'une centaine de kilomètres. Le parcours de très longues distances pour les soins de santé sont rendus plus difficile par l'état de dégradation avancé des pistes. La construction de postes de santé et de case de santé est une priorité pour la résolution du problème de santé des populations locales. L'équipement de ces structures sanitaires en logistiques et personnels est une nécessité dans le cadre de la promotion de la santé dans la Communauté Rurale de Missirah Sirimana.

↳ **Promotion de la santé**

Malgré l'existence de structures de santé assez nombreuses, (postes de santé, maternités rurales et cases de santé), les populations sont confrontés à l'accès aux soins de santé. En effet, compte tenu de la non fonctionnalité de certaines structures sanitaires et de la localisation de celles existantes, la desserte médicale reste assez faible surtout dans les parties sud et est de la communauté rurale de Paroumba. D'autant plus que l'état de dégradation avancée des pistes ne facilite pas l'accès aux structures de santé fonctionnelles.

Face à cette situation, il urge de construire et d'équiper de nouvelles structures de santé et de réhabiliter les anciennes structures. Pour assurer une meilleure couverture médicale, la priorité doit être accordée aux zones non encore desservies.

↳ **Renforcement des structures scolaires – alphabétisation -formation fonctionnelle**

L'existence de structures scolaires n'a pas pour autant favoriser le relèvement du taux de scolarisation à cause de plusieurs facteurs. En effet, les considérations socioculturelles et la mauvaise répartition spatiale des écoles ne facilitent pas l'accès aux structures scolaires .

Afin de relever le taux de scolarisation, des séances de sensibilisation pour une meilleure scolarisation des enfants doivent être organisées à l'endroit des parents. Aussi, la construction et l'équipement de nouvelles salles de classe semblent être une nécessité.

D'autre part, le développement de l'alphabétisation fonctionnelle et de la formation seraient un appui considérable pour les populations locales. Dans la mesure où, la réalisation de certaines activités requiert un certain niveau de maîtrise technique.

↳ **L'amélioration de l'accès aux infrastructures sportives et socioculturelles**

La réhabilitation des aires de jeu et la construction et l'équipement de foyers des jeunes favoriseraient l'épanouissement de la jeunesse. La mise en place des structures sportives et socioculturelles s'avèrent donc être une nécessité face à la promotion des activités des jeunes.

1.2 LE RENFORCEMENT DES CAPACITES SOCIO-ECONOMIQUES

↳ La mise en place d'un système de crédit fonctionnel

Devant l'insuffisance des ressources financières, la mise en place d'un système de crédit permettrait aux organisations paysannes de bénéficier de ressources financières pour la réalisation d'activités. Cette action vise la diversification des sources de revenus des membres des structures de développement à la base. Toutefois, la pérennisation des acquis passe par la formation et l'alphabétisation fonctionnelle des membres des organisations paysannes.

↳ L'allègement des travaux de la femme

La généralisation des équipements d'allègement des travaux de la femme permettra de réduire la charge de travail des femmes afin de leur permettre de mieux s'investir dans les actions de développement. Toutefois, il est nécessaire d'alphabétiser et de former les gestionnaires en technique de gestion administrative et financière pour pérenniser les équipements.

1.3 L'APPUI INSTITUTIONNEL ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES ORGANISATIONNELLES

La formation des conseillers ruraux

Les conseillers ont insisté sur l'appui institutionnel pour une meilleure application des compétences transférées. Les besoins en formation concernent :

- l'alphabétisation des membres ;
- l'étude des rôles et attributions du conseil rural ;
- la recherche de partenariat ;
- l'étude des finances et de l'élaboration du budget.

L'appui institutionnel, permettra de mieux outiller les membres du conseil rural dans l'exécution de leurs missions. Ainsi, le renforcement des capacités de gestion des conseillers est nécessaire pour impulser le développement à la communauté rurale.

Le renforcement des capacités organisationnelles

L'insuffisance des ressources financières, l'analphabétisme et le manque de formation semblent être les principaux problèmes des organisations paysannes identifiées lors du diagnostic. Le renforcement des capacités organisationnelles passe ainsi par l'alphabétisation fonctionnelle et la formation des membres des

organisations de base afin de leur permettre d'initier et de mener des activités de développement.

1-4 L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET PASTORALE

Comme partout ailleurs, la communauté rurale de Paroumba est confronté aux problèmes qui affectent le monde rural sénégalais, il s'agit entre autres de :

- la dégradation des sols ;
- le parasitisme ;
- l'insuffisance d'intrants ;
- la vétusté du matériel agricole ;
- la réduction des zones de parcours du bétail ;
- l'existence d'épizooties.

➤ L'amélioration de la production agricole

Les principales contraintes au développement du secteur agricole, identifiées par les populations locales sont la dégradation des sols, le parasitisme, l'insuffisance d'intrants et la vétusté du matériel agricole. Il s'y ajoute la destruction des cultures par les animaux sauvages et les aléas causés par la divagation du bétail. Pour améliorer la production agricole, des actions telles que l'introduction de variétés améliorées, l'accès aux intrants et matériels agricoles et la lutte phytosanitaire doivent être initiées.

- La vulgarisation de variétés agricoles adaptées

Située au sud du pays qui était jadis caractérisé par de bonne saison des pluies, la communauté rurale de Paroumba, est de plus en plus marquée par une pluviométrie irrégulière et déficitaire dans l'ensemble. Face à la baisse de la pluviométrie, l'introduction de variétés agricoles adaptés aux oscillations climatiques s'avère nécessaire. Ainsi, pour pallier cette situation, il urge d'octroyer aux agriculteurs des semences de qualité et en quantité suffisante.

- L'acquisition de matériel et d'intrants agricoles

Les productions agricoles dépendent généralement des fluctuations climatiques. Aussi, l'insuffisance des intrants et la vétusté des matériels agricoles influent négativement sur les productions. Ainsi, l'octroi de crédit aux producteurs afin de leur faciliter l'acquisition de matériels et d'intrants agricoles aiderait à l'accroissement des rendements.

- La lutte phytosanitaire

La lutte phytosanitaire consiste à lutter contre le parasitisme et la présence des nématodes sur les terres de culture. Elle devrait aussi permettre d'enrayer la prolifération des termites afin de préserver les cultures. La réalisation de cette activité passe par l'acquisition de matériel et la formation des producteurs.

↳ **L'amélioration de la production animale**

Le tarissement précoce des points d'eau et la dégradation du couvert végétal influent négativement sur la production animale. Cette situation est exacerbée par l'existence d'épizooties, ce qui contribue davantage à la diminution du cheptel. Aussi la réduction des zones de parcours du bétail du fait de l'extension de l'espace agricole réduit considérablement les pâturages du cheptel. Outre cet aspect, cette situation est source de conflits entre agriculteurs et éleveurs.

L'aménagement de zones de parcours à travers la délimitation des couloirs de passage du bétail devrait contribuer à la réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Pour améliorer la production fourragère, les populations locales devraient initier des activités de régénération naturelle, de reboisement et de gestion des ressources naturelles. Quant à l'abreuvement du bétail, son amélioration dans une zone caractérisée par l'insuffisance d'ouvrages hydrauliques adéquats, passe par le récurage des mares et la mise en place de cuvettes de récupération des eaux. L'amélioration de la production animale nécessite aussi la mise en place d'équipements sanitaires et de personnels qualifiés pour assurer un meilleur suivi sanitaire du cheptel.

1.5 L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE POUR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

↳ **L'amélioration de la qualité des sols**

Cette action qui consiste à accroître la fertilité des sols, se fixe comme objectif l'amélioration de la productivité des sols de la communauté rurale. Elle s'effectue à travers l'épandage de matière organique. La réalisation de cette activité nécessite le développement de techniques de fertilisation des sols telles que les fosses compostières.

↳ **La restauration du couvert végétal**

Les feux de brousse, l'extension des zones de culture, les coupes abusives concourent de plus en plus à la dégradation de la forêt. En effet, les facteurs

anthropiques influent négativement sur le couvert végétal. Cette situation étant amplifiée par le déficit hydrique, il urge de mettre en œuvre des stratégies de restauration du couvert végétal.

La restauration du couvert végétal consiste d'abord en l'organisation de séances de sensibilisation à l'endroit des populations locales sur la nécessité de préserver les ressources naturelles en général et végétales en particulier. La sensibilisation portera sur l'utilisation rationnelle des produits forestiers, dans le souci de préserver la pérennité des ressources. Les stratégies portent d'abord sur le reboisement à but multiples avec pour objectifs la renaissance des peuplements existants. La lutte contre les actions naturelles du vent et de l'eau passe par l'édification de haies vives et de brise vent.

Tableau 17 : synthèse des objectifs et activités du PLD de Paroumba

Thème	Objectifs	Activités	Moyens
Accès à l'eau	-Améliorer l'accès à l'eau potable -Améliorer l'abreuvement du bétail	-forçage de puits et amélioration du système d'exhaure -réhabilitation de forages -aménagement de mares -construction de cuvettes de récupération des eaux	- main d'œuvre locale - contribution financière du Conseil rural - appui financier des bailleurs de fonds
Santé	Améliorer la santé des populations	-construction et équipement de cases de santé -réhabilitation des cases de santé -affectation d'un personnel qualifié	- appui financier de bailleurs de fonds - contribution financière du Conseil rural - main d'œuvre locale
Education	-Amélioration le taux de scolarisation - lutter contre l'analphabétisme	-organisation de campagnes de sensibilisation pour la scolarisation des enfants -construction et équipement de salles de classe -construction et équipement de classes d'alphabétisation	-supports de sensibilisation -appui financier de bailleurs de fonds -contribution financière du Conseil rural -main d'œuvre locale
Infrastructures socio-éducatives	-Promouvoir l'épanouissement des jeunes	-construction de maisons des jeunes -aménagement de terrains de sport -construction de foyers des femmes	-appui financier de bailleurs de fonds -contribution financière du Conseil rural -main d'œuvre locale
Formation et appui institutionnel	-Contribuer au renforcement des capacités institutionnelles des élus locaux	- Alphabétisation (en langue française notamment) - Formation sur le code des collectivités locales et compétences transférées - Formation sur la loi sur le Domaine National - Formation sur la tenue de l'état civil et des archives - Formation sur l'élaboration et exécution d'un budget - Formation en négociation partenariale - Formation en technique de communication participative - Formation en jeux des rôles - Formation en gestion technique et financière	-appui financier de bailleurs de fonds -acteurs locaux
Pistes et communication	Contribuer au désenclavement de la Communauté Rurale	- Aménagement de nouvelles pistes ; - Réhabilitation et entretien des pistes anciennes - Aménagement d'ouvrages de drainage et de franchissement - mise en place de radios rurales - développement de la téléphonie rurale	-appui financier de bailleurs de fonds -contribution financière du Conseil rural -main d'œuvre locale -expertise technique
Agriculture	Améliorer les rendements agricoles et les revenus des paysans	Restaurer la fertilisation du sol par des techniques d'amendement appropriées. Le compost constitue une option à promouvoir car il répond au souci de valorisation des ressources naturelles - Mettre en place des opérations de reboisement avec des espèces fertilisantes qui permettraient non seulement aux sols de régénérer, mais aussi à la végétation de jouer un rôle protecteur dans le processus d'érosion qui affecte les sols. - Limiter les cultures sur brûlis - Encadrement technique des paysans - Faciliter l'acquisition de matériels adéquats, de semences de	-disponibilité de semences adaptées -appui financier de bailleurs de fonds pour la mise en place d'un fonds de crédit -main d'œuvre locale

		<p>qualité et d'engrais</p> <ul style="list-style-type: none"> - Octroi de crédits de campagne adaptés aux possibilités des populations 	
Elevage	<p>Améliorer la production animale, la couverture sanitaire du bétail et les revenus des éleveurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la couverture sanitaire du bétail - Créer des parcs de vaccination - Introduire l'insémination artificielle - Amélioration génétique du bétail par croisement, introduction de nouvelles races pour augmenter la production bouchère et laitière - Augmentation des ressources alimentaires pour le bétail - l'enrichissement des parcours et la culture de fourragère ; - l'aménagement des mares qui constituent des points de polarisation ; - La matérialisation des couloirs de passage avec des espèces appréciées. - 	<ul style="list-style-type: none"> -appui financier de bailleurs de fonds -main d'œuvre locale -vaccins pour prévention des épizooties -expertise technique
Allègement des travaux de la femme	<p>Favoriser une plus grande participation des femmes aux actions de développement économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> -acquisition d'équipements : moulins à mil, batteuses, etc. -alphabétisation et formation des gestionnaires en technique de gestion administrative et financière 	<ul style="list-style-type: none"> -appui financier de bailleurs de fonds -contribution financière du Conseil rural -contribution des acteurs locaux
Mise en place d'un système de crédit pour le développement économique	<ul style="list-style-type: none"> -Améliorer et diversifier les revenus des populations -Lutter contre l'exode rural -Accroître la capacité organisationnelle des populations locales 	<ul style="list-style-type: none"> -mise en place d'un système de crédit adapté -formation en gestion financière et gestion de micro-projets -financement d'activités génératrices de revenus -formation fonctionnelle des populations 	<ul style="list-style-type: none"> -appui financier de bailleurs de fonds -expertise technique -contribution des acteurs locaux
Foresterie	<ul style="list-style-type: none"> - Restaurer le couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation des populations -reboisement et protection des ligneux -formation en techniques de pépinière -aménagement de pare - feux et redynamisation et équipement des comités de lutte contre les feux de brousse -réglementation de la forêt et protection de certaines espèces 	<ul style="list-style-type: none"> -plants -main d'œuvre locale -expertise technique -appui financier
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la quantité et la qualité des prises 	<ul style="list-style-type: none"> -octroi de crédit aux pêcheurs pour améliorer leur équipement 	<ul style="list-style-type: none"> -appui financier de bailleurs de fonds -expertise technique -main d'œuvre locale

II- OBJECTIFS STRATEGIQUES QUANTITATIFS

2.1 PLANIFICATION OPERATIONNELLE QUADRIENNAL

Elle concerne les actions jugées prioritaires par les populations pour les quatre années. La mise en œuvre de ces actions s'étale sur quatre ans conformément aux résultats attendus contenus dans le tableau suivant :

Tableau n° 18 : Objectifs stratégiques et opérationnels

Activités	Indicateurs	Résultats sur 4 ans	An 1	An 2	An 3	An 4	Localisation AN 1
DESENCLAVEMENT							
Aménagement de pistes	km	134	47	20	37	30	Axe : Anambécouta-Dialadian
EQUIPEMENTS MARCHANDS							
Construction de marché	nbre	5	1	1	1	2	Pakour (1), Dialadian (2), Temento (3), Paroumba (4), Patim Coua (5)
EQUIPEMENTS SANITAIRES							
Réhabilitation poste de santé (logement infirmier)	nbre	1	1	00	00	00	Pakour
Construction et équipement case de santé	nbre	16	3	3	4	6	Temento, Patim Coua, Dialadian
Équipement case de santé	nbre	3	3	00	00	00	Mamato, Samba Kounda, Pananghar
EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES							
Réhabilitation forage	nbre	10	2	3	2	3	Popodié, Houmour, Pananghar
Fonçage de puits	nbre	10	3	2	2	3	Koumpépé, Sinthian Hidiou, Samba Counda
Adduction d'eau	ml	6000	1000	1000	1000	3000	Pakour
EQUIPEMENTS SCOLAIRES							
Construction et équipement de classe	nbre	10	2	2	3	3	Dialadian, Samba Counda, Popodié, Soma Mnading
Construction CEM	nbre	1	1	00	00	00	Pakour
EQUIPEMENT SOCIO-EDUCATIFS							
Aménagement terrain de sport	nbre	4	1	1	1	1	Pakour, Paroumba
Construction de foyer des jeunes	nbre	4	1	1	1	1	Temento, Dialadian, Pakour, Patim Coua
Construction de centre de formation des femmes	nbre	2	1	1	00	00	Pakour (réhabilitation), Patim Coua
AGR							
Maraîchage	ha	6	3	1	1	1	Pakour Maoundé, Temento

2-2 MISE EN ŒUVRE DU PLD ET PARTENARIAT

Le processus de mise en œuvre du plan s'inscrit résolument dans le cadre de la décentralisation qui confère désormais, entre autres, toutes les compétences liées à

la gestion des terroirs aux collectivités locales. Le Conseil Rural, qui est l'institution chargée d'administrer la communauté rurale et d'impulser la participation des populations aux actions de développement, est la cheville ouvrière chargée de trouver les moyens d'opérationnalisation du plan. Celui-ci constitue un cadre de référence stratégique pour orienter leurs efforts dans la résolution des problèmes identifiés en matière de gestion des terroirs. Dans la perspective de sa mise en œuvre, il s'agira pour le Conseil Rural de s'atteler à la création et au renforcement d'un cadre dynamique et transparent de partenariat qui permettrait à toutes les forces locales de concourir à la réalisation des objectifs du plan. Il s'agira par ailleurs d'encadrer les promoteurs potentiels (structures villageoises et inter-villageoises) et de solliciter l'appui des partenaires au développement. Aussi, les mécanismes de partenariat gagneraient en efficacité en s'appuyant sur les regroupements de structures déjà existantes comme le cadre de concertation qui regroupe l'ensemble des acteurs du développement au niveau régional. Dans ce domaine, les stratégies actuelles de développement durable déjà initiées par de nombreux partenaires au développement (ONG, projets, organismes de développement) et qui mettent un fort accent sur l'implication des populations locales, offrent des espaces de concertation dans la recherche de ressources humaines et financières nécessaires à la mise en œuvre du plan. Pour l'essentiel, le partenariat devrait s'établir entre les acteurs principaux constitués des populations locales et les acteurs en appui chargés d'encadrer ou de financer les activités de ces dernières.

2-2-1 LES ACTEURS PRINCIPAUX

La mise en œuvre des actions doit s'appuyer sur le réseau de groupements et associations qui existent dans tous ces villages et qui peuvent servir de relais au développement : (GPF, ASC, Groupements de jeunes, Organisations religieuses, Comité Villageois de Développement (CVD, etc...)). L'étude de ces organisations présente un intérêt capital. En effet, de leurs performances dépend la capacité des ruraux à se prendre en charge. Ce constat est d'autant plus justifié que le potentiel de mobilisation des populations dans les actions de développement permet de mesurer le niveau de prise de conscience et de participation des populations dans les actions de développement.

Le Conseil Rural peut mettre en place des cadres de concertation pour permettre une large concertation de toute la population dans le processus d'un développement durable. La nouvelle Loi sur la Décentralisation, entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 1997, des efforts importants sont fait pour susciter et rendre opérationnel les Cadres

de Concertation. ***Cette Loi permet à La Communauté Rurale de mettre en place des Cadres Consultatifs dont la composition et le mode de fonctionnement sont définis par une délibération du Conseil Rural.***

2-2-2 LES ACTEURS EN APPUI

Dans le cadre institutionnel de partenariat, figurent les collectivités locales au premier rang desquelles, la région dirigée par **le Conseil Régional** et qui est consacrée par la décentralisation comme leader des collectivités territoriales dans le respect de l'autonomie et des attributions des communes et des communautés rurales. Ainsi la mise en œuvre du plan doit s'arrimer dans le cadre de la politique de développement économique et social, et d'aménagement du territoire définie au niveau régional.

Les autorités administratives, Gouverneur, Préfets, Sous-Préfets sont responsables de toutes les décisions en matière de développement dans le cadre des Comités Régional, Départemental et Local de Développement.

Les services techniques régionaux et les CERP, qui au niveau de la communauté rurale, constituent la structure technique locale pouvant répondre efficacement au besoin de développement à la base. Le CERP est composé d'une équipe polyvalente de techniciens du développement rural.

La contribution externe pour le développement de la CR concerne *les différents partenaires au développement* qui sont indiqués ci-dessous il s'agit :

- Projet de Promotion des Micro-Entreprises Rurales (PROMER) : agriculture, élevage, petit commerce, artisanat, formation, échange ;
- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal, basée à Kolda développe le crédit ;
- Société de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX) qui encadre la production de coton ;
- TOSTAN et TOUDAVOU qui interviennent dans le domaine de l'alphabétisation ;
- TOUDAVOU intervient dans le même domaine de l'alphabétisation ;

- Projet VOLET POULAR et l'ONG AIDE ET ACTION interviennent au niveau de l'éducation ;
- Dyna Entreprises intervient dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la formation, la sensibilisation, le commerce, le micro-crédit, la transformations des produits agricoles et forestiers ;
- FEERE s'active dans la formation, la sensibilisation, la fabrication de savons ;
- AFBP intervient dans l'agriculture, l'hydraulique, construction de magasin céréalier.

Par ailleurs, la mise en place d'autres projets d'appui à la décentralisation et de lutte contre la pauvreté tels que le Programme des Services d'Appui aux organisations de producteurs(PSAOP), le Projet Fonds de Développement Social, le Projet de Lutte contre la Pauvreté augurent de nouvelles opportunités pour la mise en œuvre du plan. La dynamique organisationnelle montre l'existence d'un cadre relationnel assez étoffé et animé par de multiples organisations à la base. Les ONG, les projets et autres structures ont consolidé une base de partenariat qui témoigne de la capacité des organisations à servir de relais efficaces dans la mise en œuvre d'actions de développement. En effet, beaucoup de partenaires au développement ont fortement participé au processus de renforcement des capacités organisationnelles locales pour concevoir et exécuter les programmes de développement. A une échelle supérieure des efforts doivent être fournis pour susciter la mise en place d'organisations fédératives dans la perspective du désengagement des projets.